

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2005/09677]

Ordre judiciaire

Par arrêté ministériel du 22 août 2005, est déléguée aux fonctions de greffier adjoint au tribunal de première instance de Malines, Mme Verschaeren, F., rédacteur principal au greffe de ce tribunal.

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de la prestation de serment.

Par arrêté ministériel du 25 août 2005, est déléguée aux fonctions de greffier adjoint aux tribunaux de commerce de Dinant et de Marche-en-Famenne, Mme Léonard, A., rédacteur principal au greffe de ces tribunaux.

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de la prestation de serment, laquelle ne peut avoir lieu avant le 1^{er} septembre 2005.

Par arrêté ministériel du 25 août 2005, reste déléguée jusqu'au 31 décembre 2005 aux fonctions de greffier adjoint à la justice de paix du canton de Landen – Zoutleeuw, Mme Dehaen, A., employée sous contrat au greffe de la justice de paix de ce canton.

Par arrêté ministériel du 25 août 2005, est temporairement déléguée aux fonctions de greffier adjoint au tribunal de police de Bruxelles, Mme Glibert, C., employée sous contrat au greffe de ce tribunal.

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de la prestation de serment.

Le recours en annulation des actes précités à portée individuelle peut être soumis à la section administration du Conseil d'Etat endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée au Conseil d'Etat (adresse : rue de la Science 33, 1040 Bruxelles), sous pli recommandé à la poste.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2005/09677]

Rechterlijke Orde

Bij ministerieel besluit van 22 augustus 2005, is opdracht gegeven tot het ambt van adjunct-griffier bij de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen, Mevr. Verschaeren, F., eerstaanwend opsteller bij de griffie van deze rechtbank.

Dit besluit treedt in werking op de datum van de eedaflegging.

Bij ministerieel besluit van 25 augustus 2005, is opdracht gegeven tot het ambt van adjunct-griffier bij de rechtbanken van koophandel te Dinant en te Marche-en-Famenne, Mevr. Léonard, A., eerstaanwend opsteller bij de griffie van deze rechtbanken.

Dit besluit treedt in werking op de datum van de eedaflegging, welke niet kan geschieden vóór 1 september 2005.

Bij ministerieel besluit van 25 augustus 2005, blijft tot en met 31 december 2005 opdracht gegeven tot het ambt van adjunct-griffier bij het vreedegerecht van het kanton Landen – Zoutleeuw, Mevr. Dehaen A., beambte op arbeidsovereenkomst bij de griffie van het vreedegerecht van dit kanton.

Bij ministerieel besluit van 25 augustus 2005, is tijdelijk opdracht gegeven tot het ambt van adjunct-griffier bij de politierechtbank te Brussel, Mevr. Glibert, C., beambte op arbeidsovereenkomst bij de griffie van deze rechtbank.

Dit besluit treedt in werking op de datum van de eedaflegging.

Het beroep tot nietigverklaring van de voormelde akten met individuele strekking kan voor de afdeling administratie van de Raad van State worden gebracht binnen zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State (adres : Wetenschapsstraat 33, 1040 Brussel), te worden toegezonden.

AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2005/09675]

8 AOUT 2005. — Circulaire ministérielle relative au mandat d'arrêt européen

Table des matières

1. Introduction

1.1. Législation interne

1.2. Principes de base

1.3. Première application du principe de reconnaissance mutuelle

1.4. Champ d'application

1.5. Rôle particulier du Service public fédéral Justice et du Parquet fédéral

1.6. Obligation d'information

Informations sur les procédures d'émission

Information sur les procédures d'exécution

1.7. Site Internet

2. Application de la loi dans le temps

3. Les conditions pour l'exécution d'un mandat d'arrêt européen émanant d'un autre Etat membre

3.1. Conditions de base

3.1.1. Seuil de peine

3.1.2. Exigence de double incrimination (art. 5)

3.1.3. Exception à l'exigence de double incrimination (art. 5)

3.2. *Causes de refus*

3.2.1. Causes de refus obligatoires

3.2.2. Motifs de refus facultatifs et garanties

3.3. *Conditions de forme*

3.3.1. Formulaire (article 2, § 4)

3.3.2. Langues (article 2, § 5 et 2, § 6)

4. Les conditions pour l'émission d'un mandat d'arrêt européen par une autorité judiciaire belge

4.1. *Conditions de base*

4.1.1. Conditions propres à l'émission d'un mandat d'arrêt sur le plan interne

4.1.2. Seuils de peine (article 3)

4.1.3. Exigence de double incrimination

4.2. *Conditions de forme*

4.2.1. Formulaire (article 2, § 4)

4.2.2. Langues (article 2, § 5 et 2, § 6)

4.3. *Garanties*

5. Procédure en cas d'exécution en Belgique d'un mandat d'arrêt européen

5.1. *Procédure normale d'exécution d'un mandat d'arrêt européen en Belgique*

5.1.1. Arrestation de la personne

5.1.2. Décision du juge d'instruction

5.1.3. Décision sur l'exécution du mandat d'arrêt européen

5.1.4. La remise (article 22)

5.1.5. Remise d'objets (article 26)

5.2. *Procédure en cas de cause manifeste de refus (article 14)*

5.3. *Procédure en cas de consentement de la personne (article 13)*

5.3.1. Effets du consentement

5.3.2. Recueil du consentement

5.4. *Décisions sur la détention de la personne pendant la procédure*

5.4.1. Le juge d'instruction décide de la détention de la personne dans les 24 heures de l'arrestation (article 11)

5.4.2. Maintien en détention pendant la procédure (article 20)

5.4.3. Maintien en détention après la décision définitive d'exécution du mandat d'arrêt européen (article 20, § 4)

5.5. *Cas particuliers*

5.5.1. La personne a été précédemment extradée ou remise à la Belgique (article 27)

5.5.2. Poursuite éventuelle pour d'autres infractions (article 31)

5.5.3. Concours

6. Procédure en cas d'émission en Belgique d'un mandat d'arrêt européen

6.1. *Autorité compétente (article 32)*

6.2. *Transmission et/ou signalement*

6.2.1. Transmission via le système d'information Schengen

6.2.2. Autres modes de transmission

6.3. *Remarque importante concernant la procédure de signalement international d'une personne recherchée*

6.4. *Principe de spécialité*

6.4.1. Interdiction de poursuivre, condamner ou priver de liberté une personne pour une infraction antérieure à la remise et autre que celle qui a motivé cette remise (article 37)

6.4.2. Remise ou extradition ultérieure (article 38)

7. Annexes

ANNEXE 2

Formulaire

ANNEXE 6

Information du SPF Justice – Modèle 1

ANNEXE 7

Information du SPF Justice – Modèle 2

1. Introduction

La présente circulaire remplace la circulaire ministérielle relative au mandat d'arrêt européen du 23 décembre 2003 qui est abrogée.

1.1. Législation interne

La loi relative au mandat d'arrêt européen du 19 décembre 2003 (ci-après la loi) transpose la décision-cadre 2002/584/JAI du Conseil du 13 juin 2002 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre Etats membres de l'Union européenne (ci-après la décision-cadre).

Cette loi se substitue à la loi du 15 mars 1874 sur les extraditions et aux conventions d'extradition suivantes applicables dans les relations avec les **Etats membres de l'Union européenne** pour ce qui concerne l'arrestation et la remise de personnes (Voyez la section 2 pour les dispositions transitoires) :

— la convention européenne d'extradition du 13 décembre 1957, son protocole additionnel du 15 octobre 1975, son deuxième protocole additionnel du 17 mars 1978, et la convention européenne pour la répression du terrorisme du 27 janvier 1977 pour autant qu'elle concerne l'extradition;

— l'accord du 26 mai 1989 entre les douze Etats membres des Communautés européennes relatif à la simplification et à la modernisation des modes de transmission des demandes d'extradition;

- la convention du 10 mars 1995 relative à la procédure simplifiée d'extradition entre les Etats membres de l'Union européenne;
- la convention du 27 septembre 1996 relative à l'extradition entre les Etats membres de l'Union européenne;
- le titre III, chapitre 4, de la convention d'application du 19 juin 1990 de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes;
- les dispositions relatives à l'extradition contenues dans le Traité Bénélux d'extradition et d'entraide judiciaire en matière pénale du 27 juin 1962.

Pour ce qui concerne les relations avec les Etats non-membres de l'Union européenne, il est renvoyé à la circulaire globale en matière d'extradition du 19/04/2005.

1.2. Principes de base

L'arrestation et la remise s'effectuent sur la base d'un mandat d'arrêt européen.

C'est l'autorité judiciaire compétente pour émettre un mandat d'arrêt (autorité judiciaire d'émission) qui l'adresse directement à l'autorité judiciaire compétente de l'Etat membre concerné (autorité judiciaire d'exécution) pour en demander l'exécution. Ce n'est plus l'exécutif qui décide d'extrader, c'est l'autorité judiciaire d'exécution qui décide de remettre la personne, en exécution du mandat d'arrêt.

1.3. Première application du principe de reconnaissance mutuelle

Le mandat d'arrêt européen constitue la première concrétisation du principe de la reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires en matière pénale, dont le Conseil européen de Tampere des 15 et 16 octobre 1999 a décidé de faire la pierre angulaire du développement de la coopération judiciaire entre les Etats membres de l'Union européenne.

Le principe de reconnaissance mutuelle découle de l'idée d'un espace de justice commun, englobant le territoire des Etats membres de l'Union et dans lequel les décisions de justice circuleraient librement. Traduit en des termes plus concrets, il consiste en ce que, dès lors qu'une décision est prise par une autorité judiciaire qui est compétente en vertu du droit de l'Etat membre dont elle relève, en conformité avec le droit de cet Etat, cette décision ait un effet plein et direct sur l'ensemble du territoire de l'Union et que les autorités compétentes de l'Etat membre sur le territoire duquel la décision peut être exécutée prêtent leur concours à l'exécution de cette décision comme s'il s'agissait d'une décision prise par une autorité compétente de cet Etat.

Appliqué aux décisions judiciaires consistant en un mandat d'arrêt, ce principe entraîne une modification profonde du système de l'extradition. D'une part, les acteurs du nouveau mécanisme sont les autorités judiciaires elles seules et non plus les Etats et la décision de remise relèvera de ces autorités et non plus de l'exécutif; il y a, d'autre part, une contraction de la procédure : aux deux étapes de l'extradition – arrestation et remise – auxquelles correspondent deux procédures qui se superposent, se substitue une seule étape, la décision judiciaire suffisant à la fois à l'arrestation et à la remise de la personne.

Cette simplification du contrôle s'accompagne d'un certain allègement des conditions de la remise, de même que d'une réduction de la durée de la procédure.

1.4. Champ d'application

Le mandat d'arrêt européen s'applique à l'arrestation et la remise de personnes recherchées pour l'exercice de poursuites pénales ou pour l'exécution d'une peine ou d'une mesure de sûreté privative de liberté entre les Etats membres de l'Union européenne.

1.5. Rôle particulier du Service public fédéral Justice et du parquet fédéral

Un rôle d'appui est conféré au SPF Justice (article 43) et au parquet fédéral.

1. En tant que point de contact du réseau judiciaire européen, le Service public fédéral Justice et le Parquet fédéral peuvent être contactés pour identifier l'autorité étrangère compétente à laquelle le mandat d'arrêt doit être adressé et, de manière générale, pour prendre les contacts nécessaires dans le cadre de l'exécution du mandat d'arrêt européen.

2. Les autorités judiciaires compétentes veilleront à informer le Service public fédéral Justice, sans délai, de toute difficulté rencontrée dans l'application de la loi soit à l'occasion de l'exécution en Belgique d'un mandat d'arrêt européen étranger, soit de l'exécution par un autre Etat membre d'un mandat d'arrêt européen émis par une autorité judiciaire belge. Le Service public fédéral Justice prendra les contacts appropriés en vue d'apporter une solution aux difficultés rencontrées.

Le magistrat de référence pour l'entraide judiciaire internationale en matière pénale, désigné au sein de chaque parquet, constitue le premier contact au sein de chaque parquet en matière de mandat d'arrêt européen.

1.6. Obligation d'information

Les autorités judiciaires compétentes veillent à **informer le Service public fédéral Justice de toute procédure d'exécution ou d'émission d'un mandat d'arrêt européen en Belgique.**

Informations sur les procédures d'émission

— Chaque mandat d'arrêt européen émis par une autorité judiciaire belge fait l'objet d'une copie adressée au Service public fédéral Justice.

— Les autorités judiciaires informent le Service public fédéral Justice de la remise de la personne ou d'un éventuel refus, au moyen de la lettre-type figurant en annexe 6.

Information sur les procédures d'exécution

— Chaque mandat d'arrêt européen étranger faisant l'objet d'une procédure d'exécution en Belgique est envoyé en copie au Service public fédéral Justice.

— Au terme de la procédure d'exécution, le Service public fédéral Justice est informé de l'issue de celle-ci, au moyen de la lettre-type figurant en annexe 7.

En outre, l'attention est attirée sur la nécessité d'encoder systématiquement tous les cas d'application du mandat d'arrêt européen dans le système informatique REA-TPI du Ministère public (un projet de directive à cet égard est en cours d'élaboration et sera prochainement diffusé à l'ensemble des parquets).

Sur base des informations communiquées, le Service public fédéral Justice établira des statistiques qui permettront de dégager une vision globale de l'application de la loi.

Toute décision judiciaire statuant sur l'exécution d'un mandat d'arrêt européen et tranchant une question de droit particulière est également adressée au Service public fédéral Justice. Cette centralisation pourra contribuer à la formation d'une jurisprudence quant à l'application des causes de refus du mandat d'arrêt européen.

Le magistrat de référence pour l'entraide judiciaire internationale en matière pénale veille particulièrement au respect de ces obligations au sein de son parquet.

Les informations doivent être communiquées à l'adresse suivante :

Service public fédéral Justice

Autorité centrale d'entraide judiciaire pénale

Direction générale de la Législation, des Libertés et Droits fondamentaux

Boulevard de Waterloo, 115

B – 1000 Bruxelles

Tél. : 02-542 67 50 (FR)

02-542 67 59 (NL)

Fax. : 02-542 67 67

Mail : mae-eab@just.fgov.be (de préférence)

1.7. Site Internet

Le site du réseau judiciaire européen a été complété et continuera d'être alimenté en vue de faciliter l'application du mandat d'arrêt européen. Diverses informations peuvent y être trouvées telles que la copie en anglais des lois de transposition adoptées dans les autres Etats membres, ainsi que des fiches pratiques sur la procédure d'exécution dans chaque Etat.

Le formulaire du mandat d'arrêt européen peut y être trouvé dans les diverses langues officielles de l'Union européenne, afin de faciliter le travail de traduction dans la langue de l'Etat d'exécution.

A terme, l'Atlas judiciaire européen comprendra une nouvelle rubrique permettant de déterminer l'autorité judiciaire compétente en fonction de la localisation de la personne recherchée.

Tapez : <http://www.atlas.mj.pt> (partie « mandat d'arrêt européen », un lien renvoie au site du secrétariat général du Conseil)

Un mot de passe est requis pour visiter le site. Pour plus d'informations, voyez la Circulaire n° COL 3/2002 du Collège des Procureurs généraux près les Cours d'Appel, complétée par la circulaire n° COL 12/2004.

2. Application de la loi dans le temps

1. La loi s'applique en principe à l'arrestation et la remise de toute personne à partir du 1^{er} janvier 2004 dans les relations entre la Belgique et les Etats membres de l'Union européenne (1); elle s'applique donc également dans les relations entre la Belgique et les nouveaux Etats membres à la date de leur adhésion à l'Union (c'est-à-dire en principe à partir du 1^{er} mai 2004 pour les 10 nouveaux membres de l'Union européenne (2)).

Tous les Etats membres n'étant pas en mesure d'appliquer le mandat d'arrêt européen au 1^{er} janvier 2004 (ou au 1^{er} mai 2004), il s'ensuit des dates distinctes d'adhésion des Etats au nouveau régime. Pour connaître les différents régimes d'application dans le temps, reportez-vous au tableau récapitulatif figurant à l'annexe 5.

2. La loi s'applique également dans les cas où une personne a été arrêtée avant le 1^{er} janvier 2004 (ou avant le 1^{er} mai 2004 pour les relations avec les nouveaux Etats membres) sur la base des règles de l'extradition et où aucune demande d'extradition n'a été présentée avant le 1^{er} janvier 2004 (ou le 1^{er} mai 2004 pour les relations avec les nouveaux Etats membres). Des règles particulières ont toutefois été prévues dans ce cas pour ce qui concerne les délais fixés.

Par contre, lorsqu'une demande d'extradition a été formulée avant le 1^{er} janvier 2004 (ou le 1^{er} mai 2004), la remise reste régie par les règles de l'extradition.

Ce régime s'applique par analogie dans les relations avec les Etats en retard de transposition, sur la base de la date d'adhésion de l'Etat concerné au nouveau régime.

3. Par exception au principe énoncé au point 1.1, la loi du 15 mars 1874 sur les extraditions et les conventions d'extradition resteront d'application, à titre transitoire pour les mandats d'arrêt européens émis et exécutés par la Belgique pour des faits commis :

a) avant le 1^{er} novembre 1993 si les personnes sont arrêtées en France;

b) avant le 7 août 2002 si les personnes sont arrêtées en Autriche ou en Italie.

3. Les conditions pour l'exécution d'un mandat d'arrêt européen émanant d'un autre Etat membre

Cette section détermine les règles applicables dans l'hypothèse où l'exécution d'un mandat d'arrêt européen émis dans un Etat membre de l'Union européenne est demandé aux autorités judiciaires belges.

L'autorité judiciaire chargée de statuer sur l'exécution du mandat d'arrêt européen ne jouit pas d'un pouvoir discrétionnaire pour accorder ou refuser cette exécution : la remise est en effet obligatoire, sous réserve de l'existence d'un des motifs de refus limitativement énumérés dans la loi. Les motifs de refus de la remise d'une personne peuvent revêtir un caractère obligatoire ou facultatif.

3.1. Conditions de base

3.1.1. Seuil de peine

L'article 3 détermine les seuils de peine à partir desquels un mandat d'arrêt européen peut être émis. Peuvent donner lieu à la remise les faits punis par la loi de l'Etat membre d'émission d'une peine privative de liberté ou d'une mesure de sûreté privative de liberté d'au moins 12 mois ou, dans l'hypothèse où une condamnation est déjà intervenue ou une mesure de sûreté a été infligée, pour des sanctions ou des mesures de sûreté d'une durée d'au moins 4 mois.

A la différence des instruments antérieurs en matière d'extradition, ces faits ne doivent plus être punissables du même seuil de peine selon le droit de l'Etat d'exécution. Cette différence ne signifie pas que le fait ne doit pas être punissable dans l'Etat d'exécution, mais doit être lue à la lumière des dispositions portant sur le contrôle de la double incrimination. Voyez section 3.1.2.

Un mandat d'arrêt européen peut valablement être émis à l'encontre d'une personne recherchée en vertu de plusieurs infractions. Dans ce cas, une exécution partielle du mandat d'arrêt européen est possible.

3.1.2. Exigence de double incrimination (art. 5)

L'article 5 est relatif à la règle de la double incrimination.

Le paragraphe 1 de l'article 5 contient le principe pour ce qui concerne cette exigence de double incrimination : celle-ci est maintenue, c'est-à-dire que l'exécution sera refusée si le fait qui est à la base du mandat d'arrêt européen ne constitue pas une infraction au regard du droit belge.

3.1.3. Exception à l'exigence de double incrimination (art. 5)

Le deuxième paragraphe de l'article 5 contient une exception au principe du maintien de la double incrimination : cette exception s'applique à une liste de 32 infractions déterminées. Ainsi, il n'y aura pas de contrôle de la double incrimination du fait pour 32 infractions énumérées dans une liste, pour autant que les faits soient passibles dans l'Etat d'émission d'une peine privative de liberté d'au moins trois ans.

L'idée est que les faits contenus dans cette liste sont des domaines prioritaires de l'harmonisation sur le plan de l'Union européenne (prévus par le Traité d'Amsterdam, les conclusions du Conseil européen de Tampere ou l'annexe à la convention Europol) ou visent des infractions essentielles du droit pénal de tous les Etats membres, de sorte que la question de la double incrimination risque peu de s'y poser, a fortiori s'ils doivent en outre être punissables d'une peine privative de liberté d'un certain taux dans l'Etat où le mandat d'arrêt est émis. Il est à noter que le texte ne parle pas, pour cette raison, de suppression de la double incrimination, mais d'absence de contrôle de la double incrimination du fait.

Les infractions contenues dans la liste ne sont pas qualifiées pénalement, mais sont visées de façon générique et recouvrent des champs de la criminalité. Le point 12 « crimes contre l'environnement », par exemple, ne signifie pas que les faits doivent être considérés comme un crime au sens du droit pénal belge.

Il appartiendra dès lors à l'autorité judiciaire d'exécution de contrôler que, sur le plan générique, le fait qui est à la base du mandat d'arrêt est un de ceux contenus dans la liste. Elle procédera à cet examen sur la base de l'exposé des faits contenu dans le formulaire du mandat d'arrêt européen.

Dès lors que l'autorité judiciaire d'exécution aura constaté que le fait est bien couvert par la liste, elle sera tenue par la définition donnée des infractions en question par le droit de l'Etat d'émission, c'est-à-dire par les éléments constitutifs tels qu'ils sont prévus par cette législation et elle ne procédera pas au contrôle de la double incrimination du fait.

Le paragraphe 4 de l'article 5 constitue une exception à l'exception: il exclut de la liste du paragraphe 2 les faits d'avortement ou d'euthanasie, alors même que ceux-ci seraient qualifiés d'homicide volontaire dans le droit de l'Etat d'émission et alors même que l'homicide volontaire fait partie de la liste des 32 infractions. Il appartiendra dès lors à l'autorité judiciaire belge d'exécution d'apprécier la remise au regard de l'exigence de la double incrimination: la remise ne pourra, en aucun cas, avoir lieu lorsque ces faits ne sont pas incriminés en droit belge.

En outre, aux termes du paragraphe 3 de l'article 5 du présent projet, le principe de double incrimination ne peut pas être retenu en matière de taxes et impôts, de douane et de change.

3.2. Causes de refus

3.2.1. Causes de refus obligatoires

3.2.1.1. Age de la personne visée (article 4.3)

L'exécution du mandat d'arrêt européen est refusée lorsque la personne ne peut être tenue pénalement responsable en raison de son âge au moment des faits. L'âge requis pour la majorité pénale est apprécié en fonction du droit belge.

Toutefois, la Belgique ne peut refuser la remise d'un mineur de plus de 16 ans car la poursuite et la condamnation d'un tel mineur à l'étranger n'est pas contraire à l'ordre public belge. Voyez section 4.1.1.

3.2.1.2. Amnistie (article 4.1)

L'exécution du mandat d'arrêt européen est refusée lorsque l'infraction qui est à la base du mandat d'arrêt européen est couverte par une loi d'amnistie en Belgique. L'amnistie prononcée en Belgique ne constitue, toutefois, un obstacle à la remise **que** si les tribunaux belges sont compétents pour poursuivre l'infraction parallèlement à l'Etat d'émission.

3.2.1.3. *Ne bis in idem* (article 4.2)

L'exécution du mandat d'arrêt européen est refusée s'il résulte des informations à la disposition de l'autorité judiciaire d'exécution que la personne recherchée a été définitivement jugée pour les mêmes faits par un autre Etat membre à condition que, en cas de condamnation, la sanction ait été subie ou soit actuellement en cours d'exécution ou ne puisse plus être exécutée selon les lois de l'Etat membre de condamnation.

Il s'agit ici d'une application de la règle « *ne bis in idem* ». A la différence de ce qui est prévu dans les instruments applicables en matière d'extradition, cette condition est ici relative, dans le sens où elle n'impose pas de recherche d'office par l'autorité judiciaire d'exécution, ce qui aurait pour effet de retarder le mécanisme : si le principe est invoqué par la personne qui fait l'objet du mandat d'arrêt européen et qu'elle fournit à l'autorité judiciaire d'exécution les éléments d'information nécessaires pour apprécier qu'il s'applique dans le cas concret, celle-ci doit en tirer les conséquences. Ce caractère relatif, non sur le plan du fond, mais sur celui de la procédure, s'explique par la dynamique de la reconnaissance mutuelle, en vertu de laquelle le contrôle du fond se déroule à titre principal dans l'Etat d'émission.

L'article 4, point 2, incorpore également au titre de motif de refus obligatoire du mandat d'arrêt européen « tout autre décision définitive pour les mêmes faits qui fait obstacle à l'exercice ultérieur de poursuites ».

Il peut s'agir, par exemple, d'une transaction ou d'un règlement administratif alternatif. Cette hypothèse vise à prendre en compte l'arrêt de la Cour de Justice des Communautés européennes intervenu le 11 février 2003 dans les affaires H. Gözütok et K. Brügge (Jur, 2003, I-345) :

« le principe ne bis in idem (...) s'applique également à des procédures d'extinction de l'action publique (...) par lesquelles le ministère public d'un Etat membre met fin, sans l'intervention d'une juridiction, à la procédure pénale engagée dans cet Etat, après que le prévenu a satisfait à certaines obligations et, notamment, a acquitté une certaine somme d'argent fixée par le ministère public ».

3.2.1.4. Prescription (article 4.4)

L'exécution du mandat d'arrêt européen est refusée lorsqu'il y a prescription de l'action publique ou de la peine selon la législation belge **et** que les juridictions belges sont compétentes, d'après le droit belge, pour connaître des faits en question.

Cette disposition ne s'applique pas dans les cas où les juridictions belges ne pourraient connaître du fait sur la base de critères de compétence territoriale et extraterritoriale contenus dans le Titre préliminaire du Code de procédure pénale.

3.2.1.5. Atteinte aux droits fondamentaux (article 4.5)

Contrairement à l'extradition, l'infraction politique ne constitue plus une cause de refus de la remise. En revanche, l'exécution du mandat d'arrêt européen est refusée lorsqu'il y a des raisons de croire qu'elle aurait pour effet de porter atteinte aux droits fondamentaux de la personne concernée, tels qu'ils sont consacrés par l'article 6 du traité sur l'Union européenne. Cet article 6 renvoie au respect des droits fondamentaux tels qu'ils sont garantis par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi qu'aux traditions constitutionnelles communes aux Etats membres.

L'autorité judiciaire belge chargée de statuer sur l'exécution du mandat ne se voit pas confier une mission d'appréciation politique de la situation dans les autres Etats membres. Le contrôle sera strictement limité à l'appréciation de circonstances concrètes relatives au cas donnant lieu au mandat d'arrêt européen (Voyez Cass. 26 mai 2004, <http://www.cass.be>).

L'autorité judiciaire belge n'a pas non plus pour tâche de procéder à un examen systématique du degré de protection des droits fondamentaux dans l'Etat d'émission. Un tel contrôle serait contraire au principe de reconnaissance mutuelle que la loi met en œuvre. Il existe une présomption de respect des droits de l'homme en faveur de l'Etat d'émission. La cause de refus pour atteinte aux droits fondamentaux sera utilisée lorsque la personne visée par le mandat d'arrêt fait état de motifs sérieux et avérés (basés sur des éléments concrets) de croire que sa remise à l'Etat d'émission mettrait ses droits fondamentaux en danger, notamment ceux contenus à l'article 6 de la convention européenne des droits de l'homme. Si l'intéressé ne soulève pas d'initiative cette situation, la cause de refus ne sera utilisée par l'autorité judiciaire belge que lorsque des éléments dont elle a connaissance indiquent un danger manifeste pour les droits de cet individu.

L'existence d'un recours de l'intéressé devant la Cour européenne des droits de l'homme et le fait qu'une mesure ait été imposée au titre de l'article 39 du règlement de procédure de la Cour sont, par exemple, des circonstances qui pourront être dûment prises en compte par l'autorité judiciaire d'exécution.

Ce motif de refus englobe la **clause humanitaire ou de non-discrimination**. Cette clause classique du droit de l'extradition consiste à permettre aux Etats de refuser l'extradition s'il y a des raisons de croire que la demande a été présentée sur base de considérations de sexe, de race, de religion, de l'origine ethnique, de nationalité, de langue, d'opinions politiques ou de l'orientation sexuelle, ou que la situation de la personne risque d'être aggravée pour l'une ou l'autre de ces raisons.

Le parquet doit être attentif à l'éventualité d'une demande d'asile en cours. Une telle demande pourrait constituer un élément d'appréciation parmi d'autres de cette cause de refus liée aux droits fondamentaux.

3.2.2. Motifs de refus facultatifs et garanties

L'exécution du mandat d'arrêt européen peut également être refusée dans les conditions suivantes qui sont laissées à l'appréciation de l'autorité judiciaire d'exécution.

3.2.2.1. Nationalité ou résidence en Belgique

La loi ne prévoit plus de cause générale de refus en raison de la nationalité, celle-ci continue cependant à être prise en compte. Les dispositions relatives à la nationalité sont élargies aux personnes qui résident (résidence ou domicile) sur le territoire belge.

Mandat d'arrêt européen émis aux fins d'exécution d'une peine (article 6.4)

Dans l'hypothèse où le mandat d'arrêt européen a été délivré aux fins d'exécution d'une peine ou d'une mesure de sûreté, l'autorité judiciaire d'exécution peut refuser l'exécution du mandat d'arrêt européen lorsque la personne recherchée est belge ou résidente en Belgique. La décision de l'autorité judiciaire d'exécution emportera la reprise de l'exécution de la peine par les autorités belges.

Cette cause de refus est applicable en droit belge suite à l'adoption de la loi du 26 mai 2005 modifiant la loi du 23 mai 1990 sur le transfèrement (*Moniteur Belge*, 10 juin 2005). En vertu de l'article 18, § 2, nouveau de la loi du 23 mai 1990, la Belgique pourra dorénavant procéder à l'exécution sur son territoire de la condamnation étrangère.

Mandat d'arrêt européen émis aux fins de poursuite (article 8)

Dans l'hypothèse d'un mandat d'arrêt européen émis aux fins de poursuite, la nationalité ou la résidence de la personne peut également être prise en compte.

L'autorité judiciaire belge d'exécution peut subordonner la remise de la personne à la condition qu'elle soit renvoyée en Belgique pour y subir la peine ou la mesure de sûreté qui serait prononcée à son encontre dans l'Etat d'émission suite à la remise.

La garantie étant conçue comme une protection supplémentaire accordée à la personne en raison de sa nationalité ou de sa résidence, c'est à l'autorité judiciaire d'exécution qu'il appartient de décider sur demande de l'intéressé, même si la loi n'exclut pas qu'elle puisse en décider d'initiative.

Cette demande de garantie officielle du retour en Belgique de la personne concernée après sa condamnation s'inscrit dans le cadre des informations supplémentaires qui peuvent être demandées à l'Etat d'émission (article 15).

Le recours à cette condition devra faire l'objet d'une mention dans la décision de l'autorité d'exécution. Il serait utile d'y préciser que le transfert ultérieur de la personne doit se faire conformément aux instruments applicables en matière de transfèrement dans les relations avec le pays concerné.

Etant donné la responsabilité particulière de l'exécutif dans le cadre du transfèrement ultérieur, la décision de l'autorité belge d'exécution devra faire l'objet d'une **notification spéciale auprès du Service public fédéral Justice**.

Pour l'application de cette disposition, il y a lieu de se référer notamment à la loi du 23 mai 1990 sur le transfèrement inter-étatique des personnes condamnées, à la convention du Conseil de l'Europe du 21 mars 1983 sur le transfèrement des personnes condamnées, faite à Strasbourg ainsi qu'à l'accord du 25 mai 1987 relatif à l'application entre les Etats membres des Communautés européennes, de ladite convention, fait à Bruxelles et approuvés par la loi du 19 juin 1990, qui exigent notamment le consentement de la personne concernée.

Pour l'hypothèse inverse, voyez la section 4.3.1.

3.2.2.2. Poursuites pour les mêmes faits en Belgique (article 6.1)

L'exécution du mandat d'arrêt européen peut être refusée si la personne qui fait l'objet du mandat d'arrêt européen est poursuivie en Belgique pour le même fait que celui qui est à la base du mandat d'arrêt européen.

Dans cette situation, il appartiendra à l'autorité judiciaire d'exécution concernée d'apprécier, compte tenu de toutes circonstances pertinentes, s'il est plus opportun que les poursuites interviennent en Belgique ou dans l'autre Etat membre. A cet égard, il peut être opportun de consulter le procureur fédéral qui à son tour pourra demander l'avis d'Eurojust.

En ce qui concerne la transmission des informations entre parquets belges, il appartient à la direction de la coopération policière opérationnelle de la police fédérale (DSO) de diffuser l'information aux parquets concernés, de manière automatique, dès réception d'un signalement aux fins de remise d'une personne sur base d'un mandat d'arrêt européen.

3.2.2.3. Décision de ne pas poursuivre ou de mettre fin aux poursuites en Belgique (article 6.2)

L'exécution du mandat d'arrêt européen pourra être refusée dans l'hypothèse où les autorités judiciaires de l'Etat d'exécution ont décidé soit de ne pas engager des poursuites pour l'infraction faisant l'objet du mandat d'arrêt européen soit d'y mettre fin.

3.2.2.4. Jugement définitif par un Etat non membre de l'Union européenne (article 6.3)

L'exécution du mandat d'arrêt européen pourra être refusée dans l'hypothèse où la personne a déjà été condamnée pour les mêmes faits dans un Etat non membre de l'Union européenne. Cette condition n'impose pas de recherche d'office par l'autorité judiciaire d'exécution. Si le principe est invoqué par la personne qui fait l'objet du mandat d'arrêt européen et qu'elle fournit à l'autorité judiciaire d'exécution les éléments d'information nécessaires pour apprécier s'il s'applique dans le cas concret, l'autorité judiciaire doit en tirer les conséquences.

Le caractère facultatif de ce motif de refus s'explique par le fait que sont visées par cette disposition les décisions rendues par les juridictions de tout Etat tiers à l'Union européenne. Un pouvoir d'appréciation se justifie donc pleinement en ce qui concerne les conditions dans lesquelles la décision judiciaire a été prise par le juge étranger.

3.2.2.5. Lieu de commission de l'infraction – Principe de territorialité (article 6.5)

L'exécution peut être refusée sur base de la territorialité dans deux cas:

— lorsque le mandat d'arrêt européen porte sur des infractions qui ont été commises, selon le droit de l'Etat d'exécution, en tout ou en partie sur le territoire de ce dernier ou en un lieu assimilé à son territoire;

— lorsque le mandat d'arrêt européen porte sur des infractions qui ont été commises hors du territoire de l'Etat membre d'émission et que le droit de l'Etat membre d'exécution n'autorise pas la poursuite des mêmes infractions commises hors de son territoire.

Cette disposition fait application d'un principe de territorialité qui revêt toute son importance dans le contexte de la double incrimination. En effet, cette double clause de territorialité s'applique à toutes les infractions, celles qui continueront à faire l'objet d'un contrôle de double incrimination comme celles pour lesquelles celui-ci sera supprimé. Dans l'hypothèse où le mandat d'arrêt européen porterait sur un fait contenu dans la liste et ne constituerait pas une infraction au regard du droit de l'Etat d'exécution, l'autorité judiciaire d'exécution pourra donc refuser la remise, sauf si les faits ont été commis sur le territoire de l'Etat d'émission. Dans tous les autres cas, les causes de non exécution mentionnées à l'article 6.5 de la loi pourront être appliquées.

3.2.2.6. Jugement par défaut (article 7)

Dans ce cas, si la personne concernée n'a pas été citée personnellement ni informée autrement de la date et du lieu de l'audience qui a mené à la décision rendue par défaut, la remise peut être subordonnée à la condition que l'autorité judiciaire d'émission donne des assurances jugées suffisantes pour garantir à la personne qui fait l'objet du mandat d'arrêt européen qu'elle aura la possibilité de demander une nouvelle procédure de jugement dans l'Etat d'émission et d'être jugée en sa présence. Cette définition du défaut correspond à celle donnée dans la résolution 75 (11) du Conseil de l'Europe.

Afin d'éviter des approches différenciées de la part des autorités judiciaires belges appelées à se prononcer, l'alinéa 2 de l'article 7 de la loi précise ce qu'il convient d'entendre par des « *assurances jugées suffisantes* », c'est-à-dire, l'existence d'une disposition dans le droit de l'Etat d'émission prévoyant un recours et l'indication des conditions d'exercice de ce recours desquelles il ressort que la personne pourra effectivement l'exercer.

3.3. Conditions de forme

3.3.1. Formulaire (article 2, § 4)

Pour être valable, un mandat d'arrêt européen doit contenir un certain nombre d'informations énumérées au paragraphe 4 de l'article 2 de la loi. Les indications qui y sont prévues sont nécessaires pour permettre à l'autorité judiciaire d'exécution d'exercer son contrôle et ainsi se prononcer sur la décision de remise de la personne.

Ces informations doivent être insérées dans un formulaire commun à tous les Etats membres, tel qu'il a été adopté par le Conseil de l'Union européenne. Ce formulaire est annexé à la présente circulaire.

3.3.2. Langues (article 2, § 5 et 2, § 6)

Pour être recevable, le mandat d'arrêt européen doit être rédigé dans l'une des trois langues officielles de la Belgique : français, néerlandais ou allemand.

Le cas échéant, le mandat d'arrêt européen reçu dans l'une des trois langues officielles de la Belgique fera l'objet d'une traduction dans la langue de la procédure conformément à la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire.

3.3.2.1. Cas particulier : formulaire incorrect, incomplet ou imprécis

Le loi ne prévoit pas de motif de refus dans l'hypothèse où le mandat d'arrêt européen s'avérerait manifestement incorrect, incomplet ou imprécis.

Dans cette hypothèse, il appartiendra au juge d'instruction de demander à l'autorité judiciaire d'émission la fourniture d'urgence des éléments d'informations complémentaires nécessaires (article 15).

4. Les conditions pour l'émission d'un mandat d'arrêt européen par une autorité judiciaire belge

4.1. Conditions de base

4.1.1. Conditions propres à l'émission d'un mandat d'arrêt sur le plan interne

Un mandat d'arrêt européen doit se fonder sur l'existence d'un jugement exécutoire, d'un mandat d'arrêt par défaut ou de toute autre décision judiciaire exécutoire ayant la même force (article 2, § 4, 3°). Un mandat d'amener ne peut pas servir de base à l'établissement d'un mandat d'arrêt européen.

Pour être valable, un mandat d'arrêt européen émis par une autorité judiciaire belge doit répondre aux règles de forme et de fond prévues aux articles 2 et 3 de la loi.

Dans le cas d'un mandat d'arrêt européen émis aux fins de poursuite, le dossier d'instruction belge contiendra nécessairement le mandat d'arrêt européen et un mandat d'arrêt par défaut (encore appelé mandat d'arrêt international) qui doit répondre aux règles de forme et de fond prévues dans la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive. C'est ce dernier mandat qui sera signifié à la personne concernée dès son arrivée sur le territoire belge.

La Belgique peut demander la remise d'un mineur de plus de 16 ans dans l'hypothèse où le juge de la jeunesse se dessaisirait au profit d'une juridiction de droit commun susceptible de prononcer une peine ou une mesure de sûreté (article 38 de la loi du 8 avril 1965).

4.1.2. Seuils de peine (article 3)

L'article 3 de la loi détermine les seuils de peine à partir desquels un mandat d'arrêt peut être émis. Ils signifient qu'un mandat d'arrêt européen ne pourra pas être émis à l'encontre d'une personne pour des faits passibles par la loi belge d'une peine ou d'une mesure de sûreté privative de liberté de moins de 12 mois ou, dans l'hypothèse où une condamnation est déjà intervenue ou une mesure de sûreté a été infligée, pour des sanctions ou des mesures de sûreté d'une durée de moins de 4 mois.

Dans l'hypothèse où la personne est recherchée aux fins de poursuite, le mandat d'arrêt européen devra également respecter les conditions fixées par la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive, et notamment l'article 16 qui fixe un seuil d'un an pour la peine imposable. Un mandat d'arrêt par défaut étant nécessaire aux fins d'établir un mandat d'arrêt européen, les conditions doivent être cumulées. Un an est donc requis pour l'établissement d'un mandat d'arrêt européen.

4.1.3. Exigence de double incrimination

Il appartient à l'autorité judiciaire d'émission, lorsqu'elle décerne un mandat d'arrêt européen, de déterminer si les faits pour lesquelles la personne est poursuivie ou a été condamnée, entrent dans la liste des 32 infractions.

Remarque : Au regard du point 30° de la liste, il convient de rappeler que les infractions visées au titre I^{er} bis du code pénal relatif aux violations graves du droit international humanitaire ne relèvent pas de la compétence de la Cour pénale internationale. Un mandat d'arrêt européen pourrait cependant intervenir, en pareil cas, mais resterait soumis à la condition de la double incrimination.

4.2. Conditions de forme

4.2.1. Formulaire (article 2, § 4)

Sur le formulaire, voyez section 3.3.1, de la présente circulaire.

L'original du mandat d'arrêt européen est émis en trois exemplaires. Le premier exemplaire sera conservé par l'autorité émettrice, le deuxième sera mis en dépôt au bureau SIRENE et transmis via les services de police (dans l'hypothèse où la transmission dudit mandat se fait via le système d'information Schengen), et le troisième est destiné à être envoyé à l'autorité judiciaire d'exécution. Pour rappel, une copie sera envoyée pour information au service public fédéral Justice.

Le mandat d'arrêt européen doit être adressé à l'autorité d'exécution en l'état, sans qu'il soit nécessaire d'y joindre la décision interne qui lui sert de base.

Un seul mandat d'arrêt européen doit être émis par personne et un seul mandat d'arrêt européen peut être émis à l'encontre d'une même personne pour plusieurs infractions. Le critère à retenir est le suivant : un seul mandat d'arrêt européen par dossier ou saisine. Lorsque plusieurs infractions sont retenues à charge de l'inculpé, un système de numérotation des infractions est recommandé.

Le cas échéant, s'il s'avère que la personne concernée est poursuivie ou condamnée dans d'autres dossiers, dans le même ou dans un autre arrondissement judiciaire, deux ou plusieurs mandats d'arrêt européens devront être rédigés et envoyés conjointement.

Il est important d'être le plus complet possible, dans la mention des charges fondant le mandat d'arrêt européen, afin de prendre en compte le principe de spécialité.

Si une rubrique du formulaire n'est pas pertinente pour le cas d'espèce concerné, il faut clairement le mentionner, en indiquant « sans objet ».

Une personne recherchée pour l'exécution d'une peine ou d'une mesure de sûreté prononcée par défaut, disposera de la possibilité de faire opposition en Belgique et d'être jugée en sa présence. L'autorité judiciaire d'émission doit préciser l'existence de cette garantie dans le mandat d'arrêt européen (cadre *d*) du formulaire – article 32 de la loi).

4.2.2. Langues (article 2, § 5 et 2, § 6)

Pour être recevable, le mandat d'arrêt européen doit être envoyé à l'autorité judiciaire d'exécution accompagné d'une traduction dans une langue acceptée par l'Etat d'exécution.

Le parquet d'émission est responsable de la traduction du mandat d'arrêt européen dans la langue ou une des langues acceptées par l'Etat d'exécution.

Il est important de vérifier que dans la traduction du mandat d'arrêt européen les cases de la liste des infractions de l'article 5, § 2 de la loi sont cochées conformément au mandat d'arrêt européen initial.

Pour connaître le régime linguistique applicable dans chaque Etat membre, reportez-vous au tableau récapitulatif figurant à l'annexe 5.

4.3. Garanties

4.3.1. Régime relatif aux nationaux ou aux résidents

L'autorité judiciaire étrangère d'exécution peut n'autoriser l'exécution d'un mandat d'arrêt européen émis par une autorité belge qu'à la condition, qu'après condamnation en Belgique, la personne concernée sera retransférée vers l'Etat d'exécution pour y purger sa peine.

Dès qu'une telle demande est adressée à la Belgique, le parquet s'adresse au Service public fédéral Justice pour obtenir la garantie officielle que la personne concernée, après sa condamnation en Belgique, sera bien remise à l'Etat étranger pour y purger sa peine.

Cette remise ultérieure s'apparente à un transfèrement, soit une procédure pour laquelle la décision appartient à la seule autorité gouvernementale, en application de la loi du 23 mai 1990 déjà citée.

Eu égard à l'urgence dans laquelle la décision doit inévitablement être prise, le Service public fédéral Justice a délégué pour mandater le parquet pour notifier cette garantie de retour à l'autorité étrangère concernée.

4.3.2. Jugements par défaut

L'autorité judiciaire étrangère d'exécution peut n'autoriser l'exécution d'un mandat d'arrêt européen émis par une autorité belge qu'à la condition, que la personne concernée, condamnée par défaut, ait la possibilité de demander une nouvelle procédure de jugement en Belgique et d'être jugée en sa présente. A cet effet, une garantie pourra être exigée par l'autorité d'exécution.

Il est recommandé aux autorités judiciaires d'être particulièrement précises dans la rédaction de cette garantie qui consistera dans l'indication de la disposition du droit belge prévoyant le recours et l'indication des conditions d'exercice de ce recours desquelles il ressort que la personne pourra effectivement l'exercer.

5. Procédure en cas d'exécution en Belgique d'un mandat d'arrêt européen

5.1. Procédure normale d'exécution d'un mandat d'arrêt européen en Belgique

Un schéma relatif à la procédure en cas d'exécution d'un mandat d'arrêt européen par la Belgique est annexé à la présente circulaire (voyez annexe 3).

5.1.1. Arrestation de la personne

5.1.1.1. Le signalement dans le SIS vaut mandat d'arrêt européen (article 9)

Contrairement au régime antérieur de l'extradition, le signalement dans le système d'information Schengen n'a plus la simple valeur d'une demande d'arrestation provisoire (article 64 de la convention Schengen), mais a valeur de mandat d'arrêt européen en soi.

A titre transitoire, et en attendant que le système d'information Schengen soit en mesure de véhiculer toutes les informations requises par le mandat d'arrêt européen (c'est-à-dire en attendant la mise en place du SIS II prévue en 2007), le signalement devra être suivi de la transmission de l'original du mandat d'arrêt européen ou d'une copie conforme, accompagné d'une traduction en français, néerlandais ou allemand.

La loi ne prévoit pas de **délai de réception** de l'original ou d'une copie du mandat d'arrêt européen. Cependant, le mandat d'arrêt européen doit être disponible dans la langue de la procédure au moment où la personne doit avoir accès à son dossier avant de passer en chambre du Conseil, soit 24 heures avant l'audience. L'attention de l'autorité d'émission doit être attirée sur ce point et la date ultime de communication du mandat d'arrêt européen devrait lui être indiquée. On indiquera de préférence un délai de 10 jours à partir de l'arrestation de la personne, comme repris dans le tableau récapitulatif en annexe 5. Cette communication pourra être effectuée par le biais du bureau SIRENE immédiatement après l'interception de la personne (concrètement par l'envoi d'un formulaire SIRENE : G).

Suite à l'interception d'une personne, le bureau SIRENE communique immédiatement à l'autorité judiciaire belge compétente l'existence et le contenu du mandat d'arrêt européen émis à l'encontre de la personne. Cette communication se fait sous la forme du formulaire A (il s'agit du formulaire utilisé pour les signalements basés sur l'article 95 de la convention d'application des accords de Schengen) complété par un formulaire M contenant toutes les informations additionnelles utiles. Il convient de noter que ces formulaires sont habituellement rédigés en anglais. Une traduction officieuse pourra cependant être demandée auprès du bureau SIRENE.

Pour rappel, ces informations sont nécessaires pour permettre au juge d'instruction d'informer la personne dans les 24 heures de son arrestation, de l'existence et du contenu du mandat d'arrêt européen émis à son encontre (article 11).

5.1.1.2. Le mandat d'arrêt européen ou le signalement dans le système d'information Schengen constitue la base juridique pour l'arrestation de la personne concernée.

Le ministère public n'a pas de pouvoir d'appréciation sur l'opportunité de l'arrestation.

Il lui appartient de prendre toutes les mesures qui s'imposent pour localiser et faire procéder à l'arrestation de la personne recherchée sur base du signalement Schengen.

Le juge d'instruction sera requis de l'exécution du mandat d'arrêt européen au moyen du formulaire type joint en annexe 2 :

soit avant l'arrestation de la personne recherchée. Par exemple, si le mandat d'arrêt européen est accompagné d'une demande d'entraide internationale visant une mesure d'instruction particulière (perquisition, téléphonie). Voyez aussi le cadre *g*) du formulaire.

soit au moment de l'arrestation de la personne recherchée.

5.1.1.3. Le signalement international (Interpol)

Dans un premier temps, les services d'Interpol conserveront leur importance s'agissant de la transmission du mandat d'arrêt européen par les nouveaux Etats membres. En effet, les 10 nouveaux Etats membres ne participeront au SIS qu'à partir de la mise en œuvre du SIS II, prévue pour 2007.

Un signalement international (Interpol) constitue une base suffisante pour permettre l'arrestation provisoire de la personne. Dans ce cas, il appartient aux services de police de solliciter d'urgence l'envoi du mandat d'arrêt européen, d'une copie ou d'un signalement Schengen aux fins de présenter la personne devant le juge d'instruction dans le délai de 24 heures. L'autorité d'exécution disposera du délai supplémentaire de 10 jours pour en transmettre la traduction.

5.1.2. Décision du juge d'instruction

Dans les 24 heures qui suivent la privation effective de liberté de la personne concernée, le juge d'instruction l'informe :

1. de l'existence et du contenu du mandat d'arrêt européen

En réalité il ne disposera le plus souvent que du signalement Schengen, qui aura été traduit dans la langue de la procédure. Ce document est suffisant pour répondre au prescrit légal.

2. de la possibilité qui lui est offerte de consentir à sa remise à l'autorité judiciaire d'émission.

Le ministère public appréciera la nécessité de convoquer à très bref délai devant lui la personne concernée, accompagnée de son avocat, s'il estime qu'elle n'a pas été suffisamment informée sur les possibilités de consentement et ses conséquences.

Si la personne concernée a clairement exprimé son consentement à sa remise devant le juge d'instruction, il sera fait application de la procédure décrite au point 5.3.2. ci-dessous.

3. du droit de choisir un avocat et un interprète, selon les règles de droit belge applicables.

Suite à cette première audition, le juge d'instruction rend une ordonnance motivée portant sur :

la privation de liberté (voir infra)

l'existence d'une cause manifeste de refus (voir infra)

5.1.2.1. Demande de complément d'information (Article 15)

Si le juge d'instruction estime qu'il ne dispose pas de l'information nécessaire pour émettre un avis sur la décision d'exécution du mandat d'arrêt européen, il peut se la faire communiquer d'urgence par l'autorité d'émission, en recourant, au besoin, aux services d'un point de contact belge du réseau judiciaire européen.

La communication doit être faite dans un délai inférieur à celui dans lequel la chambre du conseil doit statuer (c'est-à-dire 15 jours à compter de la privation effective de liberté de la personne). Le juge d'instruction peut fixer une date limite pour leur réception en tenant compte du fait que les informations complémentaires doivent être jointes au dossier de la procédure au plus tard 24 heures avant l'audience.

5.1.3. Décision sur l'exécution du mandat d'arrêt européen

5.1.3.1. Principe de spécialité (article 16, § 4)

La décision sur l'exécution du mandat d'arrêt européen est assortie, conformément aux articles 27 et 28 de la décision-cadre, du principe de la spécialité.

Il convient que ce principe fasse l'objet d'une mention claire, à l'attention de l'autorité d'émission, dans la décision de la chambre du Conseil. Le libellé suivant devrait être une clause normale dans chaque décision d'exécution d'un mandat d'arrêt européen, sans le consentement de la personne concernée :

« La personne visée par la présente décision ne peut être poursuivie, condamnée ou privée de liberté pour une infraction commise avant sa remise autre que celle qui a motivé sa remise, conformément aux dispositions du droit de l'Etat d'émission prises conformément aux articles 27 et 28 de la décision-cadre 2002/584/JAI du 13 juin 2002 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre Etats membres ».

5.1.3.2. Conséquences du dépassement par les juridictions d'instruction du délai qui leur est imparti pour statuer (article 16, § 5 et 17, § 4, alinéa 2)

L'article 16, § 5 porte sur les conséquences du dépassement par la chambre du conseil du délai qui lui est imparti pour statuer (15 jours).

En cas de défaillance de la chambre du conseil, le juge d'instruction ordonne la mise en liberté de la personne concernée. Le ministère public dispose dès lors d'un délai de 24 heures pour interjeter appel sur l'ordonnance du juge d'instruction de remise en liberté. Cette décision a pour effet de saisir la chambre des mises en accusation sur la question de l'exécution du mandat d'arrêt européen.

De même, en cas de dépassement du délai pour statuer par la chambre des mises en accusation (15 jours), la personne est remise en liberté, sans recours possible de la part du ministère public.

L'attention des autorités judiciaires est attirée sur l'article 19 de la loi, qui prévoit qu'en cas de dépassement du délai global de la procédure de 60 jours, (3) il appartient au ministère public d'en informer immédiatement la personne concernée et l'autorité judiciaire d'émission, en lui précisant les raisons du retard. Dans un tel cas, le délai est prolongé de 30 jours supplémentaires.

Enfin, en cas de dépassement du délai prolongé de 90 jours, le Ministère public en informe le procureur fédéral qui, à son tour en informe Eurojust et le Service public fédéral Justice en précisant les raisons du retard.

5.1.3.3. Point de départ des délais de procédure lorsque la personne concernée est déjà détenue en Belgique

Dès réception d'un mandat d'arrêt européen en bonne et due forme, le procureur du Roi a l'obligation de le mettre à exécution sans attendre la fin de la procédure belge.

Le seul délai à prendre en compte sera celui de la décision sur l'exécution du mandat d'arrêt européen par la chambre de conseil. Ce délai de 15 jours commence à courir à partir de la notification du mandat d'arrêt européen à l'intéressé.

Le délai de présentation devant le juge d'instruction dans les 24 heures de l'arrestation ne joue pas, le juge d'instruction pouvant convoquer l'intéressé (déjà détenu dans le cadre d'une procédure en Belgique) afin de confirmer le mandat d'arrêt européen étranger quand il le souhaite (mais avant le passage en chambre de conseil). Lors de cette première audition, il appartient au juge d'instruction de statuer sur d'éventuelles causes manifestes de refuser la remise et de confirmer la privation de liberté. Dans une telle hypothèse, la personne sera donc maintenue en détention sur base de plusieurs titres.

En cas de décision positive sur l'exécution du mandat d'arrêt européen, il appartiendra au ministère public de faire usage de la possibilité de remise différée ou temporaire offerte par la loi (article 24).

5.1.3.4. Suspension des délais – Demandes de remise

Les délais sont suspendus pendant le temps de la remise accordée à la demande de la personne concernée ou de son conseil (article 19, § 3). Une remise sollicitée par le ministère public ne suspend pas les délais.

5.1.3.5. Communication de la décision à l'autorité compétente de l'Etat d'émission.

Le ministère public constitue l'interlocuteur de l'autorité judiciaire d'émission.

La décision définitive sur l'exécution du mandat d'arrêt européen est communiquée immédiatement par le ministère public à la personne concernée, ainsi qu'à l'autorité judiciaire d'émission (article 21). La communication de la décision à l'autorité judiciaire d'émission n'est soumise à aucune formalité particulière, pour autant qu'il soit possible pour l'autorité d'émission d'en garder une trace écrite.

La loi ne précise pas par quel moyen le ministère public communique avec l'autorité d'émission. Cette omission est délibérée en vue de permettre l'adaptation aux évolutions des technologies de communication. La communication pourra intervenir directement ou par le biais du bureau SIRENE. D'autres moyens de communication sont en cours d'élaboration (à l'avenir, un système de télécommunication sécurisé reliera les points de contact du réseau judiciaire européen).

Si la décision définitive d'exécution du mandat d'arrêt européen est négative, le bureau SIRENE en est informé et place un indicateur de validité sur l'éventuel signalement dont la personne concernée peut faire l'objet.

5.1.4. La remise (article 22)

Si la décision définitive du mandat d'arrêt européen est positive, le ministère public convient, dans les plus brefs délais, avec l'autorité compétente de l'Etat d'émission d'une date de remise de la personne. Celle-ci en est également immédiatement informée.

En cas de remise de la personne dans l'Etat d'exécution, les règles existantes en matière de déplacement des policiers restent d'application.

5.1.4.1. Cas de force majeure (article 22, § 2)

En cas de force majeure empêchant la remise dans le délai prévu, le ministère public prend immédiatement contact avec l'autorité compétente de l'Etat d'émission pour convenir d'une nouvelle date de remise. Cette nouvelle date doit être fixée obligatoirement dans les 10 jours suivant l'expiration du premier délai de 10 jours courant à partir de la décision définitive d'exécution du mandat d'arrêt européen (au plus tard dans les 20 jours suivants la décision définitive d'exécution du mandat d'arrêt européen). Il est à noter que sur ce point, la loi est plus stricte que la décision-cadre qui ne contient pas cette dernière condition. La personne concernée est informée de la nouvelle date.

Dans tous les cas, la remise doit intervenir au plus tard dans les 10 jours de la date de remise convenue. A défaut d'avoir convenu d'une nouvelle date ou d'avoir procédé à la remise dans le dernier délai, la personne est remise en liberté, si elle se trouvait toujours en détention à ce moment.

5.1.4.2. Sursis temporaire à la remise pour raisons humanitaires sérieuses (article 23)

S'agissant d'une modalité d'exécution d'une décision définitive d'exécution du mandat d'arrêt européen, c'est au ministère public qu'il appartient de constater l'existence de la raison humanitaire sérieuse ainsi que sa disparition.

Dès que ces raisons ont cessé d'exister, le sursis à la remise n'a plus de raison d'être, et la personne doit être remise. Le ministère public constate la disparition des raisons humanitaires sérieuses. L'autorité judiciaire d'émission est tenue au courant de ces développements et une nouvelle date de remise doit être fixée de commun accord. Cette nouvelle date est fixée au plus tard dans les 10 jours suivant l'information de l'autorité d'émission par le ministère public. La personne concernée en est informée.

5.1.4.3. Remise différée (article 24)

Dans l'hypothèse où la personne faisant l'objet du mandat d'arrêt européen est poursuivie en Belgique ou si elle a déjà été condamnée et à condition que les faits qui lui sont reprochés soient différents de ceux visés dans le mandat d'arrêt européen, la loi prévoit une possibilité de remise différée ou temporaire (voyez section 5.1.4.4).

Le mécanisme de la remise différée peut, par exemple, intervenir lorsque la personne qui fait l'objet du mandat d'arrêt européen a été condamnée dans le passé par une juridiction de l'Etat membre d'exécution pour des infractions distinctes de celles qui lui sont reprochées dans ledit mandat et que cette peine n'a jamais été exécutée. La volonté de l'Etat membre d'exécution pourrait dès lors être de ne pas remettre immédiatement cette personne à l'Etat d'émission et de lui faire purger d'abord la peine d'emprisonnement à laquelle elle avait été antérieurement condamnée. Dans ce cas, la remise aura lieu dès que la personne aura subi sa peine conformément au droit applicable à l'exécution des peines en Belgique.

De même, si la personne concernée fait encore l'objet d'une information ou d'une instruction en Belgique pour des faits distincts de ceux pour lesquels le mandat d'arrêt européen a été émis, la remise pourra être différée jusqu'à l'éventuelle décision de non-lieu ou jusqu'après l'exécution de la peine d'emprisonnement qui lui serait éventuellement infligée.

C'est au Ministère public qu'il appartient de décider s'il convient d'accorder la priorité à l'information ou à l'instruction en cours Belgique ou à la demande de remise basée sur le mandat d'arrêt européen.

5.1.4.4. Remise temporaire (article 24)

La remise différée peut être remplacée au contraire par une remise temporaire. Les modalités et conditions de celles-ci sont à déterminer de commun accord entre les autorités concernées. Cette dernière procédure pourrait être suivie, par exemple si elle s'avère nécessaire pour éviter la déperdition de preuves dans l'Etat d'émission ou pour permettre de juger la personne concernée en même temps que des co-inculpés, ou encore si les faits pour lesquels la personne est poursuivie dans l'Etat d'émission sont susceptibles d'être prescrits à brève échéance.

5.1.5. Remise d'objets (article 26)

Les objets pouvant servir de pièces à conviction ou qui proviennent de l'infraction sont remis à l'autorité judiciaire d'émission, soit à sa requête, soit d'initiative par la chambre de conseil. L'attention des autorités judiciaires est attirée sur cette possibilité dont dispose l'autorité judiciaire d'émission de demander la remise d'objets qui évite de devoir envoyer une commission rogatoire parallèle au mandat d'arrêt européen (voyez cadre g) du formulaire).

Par analogie avec l'article 11 de la loi du 15 mars 1874 sur les extraditions, la chambre du Conseil peut éventuellement ordonner la restitution des objets. Elle statue également sur la réclamation des tiers détenteurs ou autres ayants droit.

L'exécution de la saisie se fait conformément au droit belge.

5.2. Procédure en cas de cause manifeste de refus (article 14)

Un schéma relatif à la procédure en cas d'existence d'une cause manifeste de refus de la remise est annexé à la présente circulaire (annexe 4).

Lorsque, à l'occasion de la première audition prévue à l'article 11, le juge d'instruction constate l'existence d'une cause de refus **manifeste**, il a l'obligation de prendre sans délai une **décision motivée** de non-exécution.

Cette procédure d'urgence vise à éviter autant que possible une mise en détention inopérante de la personne concernée. En conséquence, les causes de refus manifestes ne se comprennent que dans le cadre de l'application d'une cause de refus ne nécessitant pas de débat contradictoire sur l'opportunité.

Dans tous les cas, le juge d'instruction saisi d'un mandat d'arrêt européen a l'obligation de se prononcer sur le maintien ou non en détention de la personne et, dans l'hypothèse de la constatation d'une cause manifeste de refus, la personne devra être remise en liberté. Le juge d'instruction peut l'inviter à rester à disposition des autorités judiciaires ou policières belges.

Si la décision définitive d'exécution du mandat d'arrêt européen est négative, le bureau SIRENE en est informé et place un indicateur de validité sur l'éventuel signalement dont la personne concernée peut faire l'objet.

5.3. Procédure en cas de consentement de la personne (article 13)

La loi prévoit une procédure simplifiée dans le cas où la personne consent à sa remise.

5.3.1. Effets du consentement

Le consentement entraîne la renonciation au bénéfice de la règle de la spécialité.

Considéré comme un droit de la personne recherchée, le consentement peut intervenir à tous les stades de la procédure et il peut être révoqué jusqu'au moment de la remise effective. Pour cette raison, la période comprise entre la date du consentement et celle de sa révocation n'est pas prise en considération pour la détermination des délais (en ce sens, voyez l'ordonnance de la chambre du conseil du tribunal de première instance d'Eupen, rendue le 12 octobre 2004).

5.3.2. Recueil du consentement

Pour être valable, le consentement doit être acté par le procureur du Roi. Suite au consentement de la personne concernée, le procureur du Roi décide de l'exécution du mandat d'arrêt européen. Ceci vise à éviter que la personne puisse, en cas de concours de mandat d'arrêt européen émis à son encontre, consentir à l'égard de celui qui lui paraît le plus favorable et se soustraire ainsi au contrôle exercé par la chambre du conseil en vertu de l'article 29 de la loi.

Cette procédure ne s'applique pas en cas de constatation par le juge d'instruction d'une cause manifeste de refus (article 14 de la loi).

Le recueil du consentement par le ministère public peut intervenir de suite après la 1^{re} audition du juge d'instruction. Il n'est pas nécessaire d'attendre la réception de l'original (ou d'une copie conforme) du mandat d'arrêt européen.

L'audition par le juge d'instruction est obligatoire, même lorsque la personne arrêtée consent à sa remise avant l'expiration du délai de 24 heures après son arrestation.

L'article 11 de la loi, applicable en vertu de l'article 13, § 3, prévoit l'intervention du juge d'instruction *au plus tard* dans les 24h de la privation de liberté; il ne dispense pas de son intervention pour le cas où la durée de la privation de liberté serait inférieure à ce délai.

L'article 11, § 1^{er}, 2^o prévoit en outre qu'il appartient au juge d'instruction d'informer la personne de la possibilité qui lui est offerte de consentir à sa remise. L'intervention du juge d'instruction est dès lors absolument nécessaire afin de permettre à celui-ci d'informer la personne des conséquences de son consentement et notamment du fait qu'il entraîne la renonciation au bénéfice de la règle de la spécialité.

5.4. Décisions sur la détention de la personne pendant la procédure

5.4.1. Le juge d'instruction décide de la détention de la personne dans les 24 heures de l'arrestation (article 11)

Il peut ordonner la mise ou le maintien en détention de la personne. Il peut également ordonner sa mise en liberté sous condition ou moyennant caution. Dans ce cas, il doit s'assurer que la personne restera à disposition de la Justice.

A cette occasion, le juge d'instruction peut également décider de la non exécution du mandat d'arrêt européen dans l'hypothèse où existe un motif de refus manifeste (voyez section 5.2).

L'ordonnance du juge d'instruction statuant sur la privation de liberté durant la procédure d'examen du mandat d'arrêt européen n'est pas susceptible de recours (article 11, § 7 de la loi).

5.4.2. Maintien en détention pendant la procédure (article 20)

La question du maintien en détention pendant la procédure est examinée uniquement par le juge d'instruction et non par les juridictions d'instruction qui ne statuent que sur l'exécution du mandat d'arrêt européen.

La décision de mise en détention est prise par le juge d'instruction à l'issue de la première audition. Elle n'est susceptible d'aucun recours. Contrairement à l'ordonnance du juge d'instruction statuant sur la délivrance d'un mandat d'arrêt sur le plan interne, la validité de cette ordonnance n'est pas limitée à 5 jours mais garde son effet jusqu'à la décision définitive sur l'exécution du mandat d'arrêt européen (article 20, § 1 de la loi sur le mandat d'arrêt européen).

Cette différence tient aux exigences propres au système du mandat d'arrêt européen dont la finalité est la remise de la personne à une autorité étrangère. Toutefois, cette différence de traitement est tempérée par la possibilité offerte au juge d'instruction de revoir sa décision jusqu'à la décision définitive sur l'exécution du mandat d'arrêt par les juridictions d'instruction.

Le juge d'instruction dispose, à tout moment de la procédure, de la faculté de mettre la personne en liberté sous conditions ou sous caution, soit d'initiative, soit à la demande de la personne concernée. La personne concernée est entendue à ce sujet.

La chambre du conseil dispose d'une compétence subsidiaire en la matière en cas de refus ou d'inaction du juge d'instruction dans les 15 jours suivant une demande de remise en liberté provisoire émanant de la personne concernée.

Dans cette hypothèse, en l'absence de disposition spécifique et sur la base des principes généraux de la procédure pénale, un appel est ouvert devant la chambre des mises en accusation contre la décision de la chambre du conseil statuant sur la détention, conformément à l'article 20, § 3 de la loi.

5.4.3. Maintien en détention après la décision définitive d'exécution du mandat d'arrêt européen (article 20, § 4)

L'article 20, § 4, prévoit que la décision définitive d'exécuter le mandat d'arrêt européen constitue le titre de détention jusqu'à la remise effective de la personne à l'Etat d'émission.

Différents cas de figure peuvent apparaître :

1. la décision définitive rendue par la juridiction d'instruction ne prévoit pas de mise en liberté sous conditions ou sous caution :

Si la personne était détenue au moment de la décision, elle le reste jusqu'à sa remise effective.

Si la personne avait été remise en liberté sous conditions ou sous caution par le juge d'instruction, elle sera réincarcérée sur base de la décision de la juridiction d'instruction jusqu'à sa remise effective.

2. la décision définitive rendue par la juridiction d'instruction contient elle-même une mise en liberté sous conditions ou sous caution conformément à l'article 20, § 4, al. 2, de la loi sur le mandat d'arrêt européen :

Si la personne était détenue au moment de la décision, elle sera remise en liberté jusqu'à sa remise effective, sous la condition de rester à la disposition de la Justice et de répondre à toute convocation. La personne sera convoquée au maximum 24 heures avant sa remise effective aux autorités étrangères. Elle sera préalablement informée de l'endroit, la date et l'heure de sa remise effective.

5.5. Cas particuliers

5.5.1. La personne a été précédemment extradée ou remise à la Belgique (article 27)

Le consentement de l'Etat qui avait accordé précédemment l'extradition sera une condition suspensive d'enclenchement des délais prévus aux articles 16 à 19 de la loi.

La personne concernée est tenue informée des démarches entreprises et de la suspension des délais. De même, le ministère public informe l'autorité judiciaire d'émission de l'évolution du dossier.

Par analogie, la même procédure s'applique si la personne a été remise à l'Etat d'exécution en vertu d'un mandat d'arrêt européen et bénéficie en vertu de la décision d'exécution de ce mandat du principe de la spécialité.

5.5.2. Poursuite éventuelle pour d'autres infractions (article 31)

La décision définitive sur l'exécution du mandat d'arrêt européen est assortie de la règle de spécialité.

L'article 31 vise le cas où, ultérieurement à la remise, l'autorité judiciaire d'émission souhaite poursuivre, condamner ou priver de liberté la personne recherchée pour une infraction commise antérieurement à la remise mais autre que celle qui est à la base du mandat d'arrêt européen. Dans ce cas, l'autorité judiciaire d'émission ne pourra agir que moyennant le consentement de la chambre du conseil.

La demande de consentement doit être présentée, accompagnées des informations mentionnées à l'article 2, § 4, de la loi, ainsi que d'une traduction dans l'une des langues officielles de la Belgique.

La décision de la chambre du conseil sera octroyée dans les mêmes conditions et via un contrôle identique à celui prévu dans la loi pour l'exécution d'un mandat d'arrêt européen. Le délai maximal imparti pour cette procédure est de 30 jours.

La procédure est contradictoire. La personne pourra utilement se faire représenter par son Conseil si elle ne peut se présenter en personne.

5.5.3. Concours

5.5.3.1. Conflit entre 2 mandats d'arrêt européens (article 29)

L'article 29 vise le cas où plusieurs mandats d'arrêt européen visant une même personne ont été émis concurrentement par plusieurs Etats membres. C'est à la chambre du conseil qu'il appartiendra alors de se prononcer sur le choix du mandat à exécuter. Le procureur du Roi, territorialement compétent, informe immédiatement le procureur fédéral et saisit la chambre du conseil.

Dans un délai de 15 jours, la chambre du conseil devra opérer le choix sur base de l'avis du procureur fédéral ainsi que d'un certain nombre de facteurs énumérés à titre indicatif dans l'article (gravité et lieu de commission des infractions, dates respectives des mandats d'arrêt européens, ainsi que du fait que le mandat a été émis aux fins de poursuite ou d'exécution d'une peine). D'autres circonstances peuvent être prises en compte tels que l'état d'avancement de la procédure, la proximité du procès, etc. La priorité à accorder aux différents critères doit être évaluée au cas par cas.

L'intervention du procureur fédéral dans cette disposition est motivée par ses missions, spécifiquement la facilitation de la collaboration internationale. En outre, le procureur fédéral peut demander l'avis d'Eurojust en vue d'aider la chambre du conseil sur le choix à opérer. Cet avis peut s'avérer particulièrement pertinent dans la mesure où Eurojust, étant chargé de l'amélioration de la coordination des enquêtes entre Etats membres, pourra disposer d'une vue d'ensemble sur celles-ci.

Le Ministère public informe immédiatement les différentes autorités judiciaires d'émission concernées de la décision sur le choix du mandat d'arrêt européen dont la procédure d'exécution sera poursuivie.

5.5.3.2. Conflit entre le mandat d'arrêt européen et une demande d'extradition (article 30)

L'article 30 vise le cas où il y a conflit entre une demande d'extradition émanant d'un Etat tiers et un mandat d'arrêt européen. Dans ce cas, compte tenu de la responsabilité de l'exécutif dans les procédures d'extradition, il appartiendra au gouvernement de trancher.

Le procureur du roi, territorialement compétent, en informe immédiatement le procureur fédéral et le Service public fédéral Justice avec communication du rapport du juge d'instruction saisi.

Le Gouvernement (concrètement, c'est le Ministre de la Justice) fondera cette décision sur l'avis motivé du procureur fédéral, les observations du juge d'instruction, ainsi que les circonstances énumérées au premier paragraphe de l'article précédent. Le Gouvernement (le SPF Justice) dispose à cet effet d'un délai de 30 jours.

Les délais impartis aux juridictions d'instruction et à la Cour de cassation pour statuer sont suspendus jusqu'à la décision sur le choix de la demande de remise à opérer.

Si la priorité est accordée au mandat d'arrêt européen, il appartient à la chambre du conseil de statuer sur l'exécution du mandat d'arrêt européen. Si, dans ce cas, la remise de la personne est finalement refusée sur base des articles 16 et suivant du présent projet, la procédure d'extradition pourra être poursuivie.

5.5.3.3. Conflit entre le mandat d'arrêt européen et une demande de remise émanant de la CPI (article 30)

Les cas de concours entre une demande émanant de la Cour pénale internationale et un mandat d'arrêt européen sont, par analogie, résolus conformément à l'article 90 du statut de la Cour pénale internationale.

A ce sujet, il convient de noter qu'une circulaire relative au traitement des demandes de remise émanant de la Cour pénale internationale est en cours d'élaboration.

6. Procédure en cas d'émission en Belgique d'un mandat d'arrêt européen

6.1. Autorité compétente (article 32)

Soit le mandat est émis à l'encontre d'une personne recherchée aux fins de poursuite, et dans ce cas, l'autorité judiciaire compétente pour émettre le mandat d'arrêt européen est le juge d'instruction en charge de l'affaire.

Soit le mandat est émis à l'encontre d'une personne recherchée aux fins d'exécution d'une peine ou d'une mesure de sûreté, et dans ce cas, l'autorité judiciaire compétente pour émettre le mandat d'arrêt européen est le procureur du Roi, le procureur général ou le procureur fédéral.

Conformément à l'article 139 du code judiciaire, le mandat d'arrêt européen basé sur une ordonnance de prise de corps sera rédigé par le procureur du Roi.

Cas particuliers : *Qu'advient-il du mandat d'arrêt européen émis aux fins de poursuite à l'encontre d'une personne à l'égard de laquelle un jugement par défaut a entre temps été prononcé?*

Dans cette hypothèse, le titre de détention change. Un nouveau mandat d'arrêt européen doit être émis sur base du jugement, car le mandat d'arrêt national, base du mandat d'arrêt européen initial, a disparu suite à la condamnation par défaut.

En cas de renvoi avec détention par la chambre du conseil devant le tribunal correctionnel, qui peut émettre le mandat d'arrêt européen ?

Le juge d'instruction étant dessaisi, il appartiendra au ministère public, dans le cadre de sa mission générale d'exécution des décisions de justice, d'émettre un mandat d'arrêt européen, et ce même si la personne est recherchée aux fins de poursuite.

6.2. Transmission et/ou signalement

6.2.1. Transmission via le système d'information Schengen

Le signalement de la personne via le système d'information Schengen sera effectué sur la base du mandat d'arrêt européen.

Lorsque la personne recherchée est arrêtée dans un Etat membre, la transmission à cet Etat de l'original du mandat d'arrêt européen accompagnée d'une traduction officielle doit intervenir dans un délai assez bref variable d'un Etat membre à l'autre. A défaut, la personne concernée pourrait être remise en liberté. La traduction est prise en charge par le magistrat en charge du dossier.

Pour connaître les délais exigés par chaque Etat membre en vue de la réception du mandat d'arrêt européen et de sa traduction, reportez-vous au tableau récapitulatif figurant à l'annexe 5. Ces informations seront confirmées ou précisées dès l'arrestation de la personne par l'intermédiaire du bureau SIRENE de l'Etat d'exécution.

Remarques :

L'Islande et la Norvège n'étant pas membres de l'Union européenne, ces pays ne participent pas à l'application du mandat d'arrêt européen. Lorsqu'une personne sera interceptée sur le territoire de l'un de ces deux pays en vertu d'un signalement dans le système d'information Schengen, les règles existantes en matière d'extradition sont d'application. Et à l'inverse, un signalement émis par l'un de ces deux pays sera traité comme une demande d'arrestation provisoire dans le cadre d'une procédure d'extradition. (4)

Sous réserve de confirmation, l'accès du Royaume-Uni au système d'information Schengen est prévu pour la fin de l'année 2005. Il n'y a pas encore de date envisagée pour l'accès de l'Irlande.

Sort réservé aux anciens signalements :

Les anciens signalements restent valables après l'entrée en vigueur du mandat d'arrêt européen. En cas d'arrestation de la personne dans un Etat membre de l'Union européenne, un mandat d'arrêt européen devra être rédigé le plus rapidement possible.

Il ne paraît pas opportun de lancer une procédure de conversion systématique. Il appartient à chaque juge d'instruction, éventuellement en concertation avec le parquet compétent, d'évaluer la pertinence de la conversion des anciens mandats d'arrêt internationaux en mandat d'arrêt européen.

6.2.2. Autres modes de transmission

Les différents canaux sont autant de possibilités pour accélérer la transmission. L'essentiel est qu'en fonction de la situation particulière propre à chaque cas, le mandat d'arrêt européen parvienne à l'autorité d'exécution de la façon la plus simple et la plus rapide.

6.2.2.1. Le système de télécommunication sécurisé du réseau judiciaire européen

Non encore opérationnel.

6.2.2.2. Les services d'Interpol

Les services d'Interpol ne sont indiqués qu'à titre subsidiaire, la préférence devant être donnée au système d'information spécifique aux Etats membres de l'Union européenne.

Cependant, dans un premier temps, les services d'Interpol conserveront leur importance s'agissant de la transmission du mandat d'arrêt européen aux nouveaux Etats membres. En effet, les 10 nouveaux Etats membres ne participeront au SIS qu'à partir de la mise en œuvre du SIS II, prévue pour 2007.

Le signalement de la personne via les services d'Interpol sera effectué sur la base du mandat d'arrêt européen.

6.2.2.3. Tout autre moyen

Cette disposition n'est pas autrement précisée en vue de permettre l'évolution éventuelle des technologies de communication. Il s'agit, en effet, de conserver une certaine souplesse dans l'utilisation du mandat d'arrêt européen.

6.3. Remarque importante concernant la procédure de signalement international d'une personne recherchée

Même dans le cas où les informations propres au dossier indiquent que la personne recherchée se trouve en dehors de l'Union européenne (bien que sa localisation exacte soit inconnue), il est toujours recommandé aux autorités judiciaires de rédiger un mandat d'arrêt européen. En effet, le service DSO de la police fédérale double automatiquement un signalement Interpol d'un signalement correspondant Schengen. En l'absence d'un mandat d'arrêt européen, le service DSO ne sera pas en mesure de mettre la procédure de signalement Schengen en œuvre.

Il s'agit d'une mesure pratique qui permet de gagner un temps considérable si la personne recherchée devait quand même être interpellée dans un pays de l'Union européenne qui applique le mandat d'arrêt européen.

6.4. Principe de spécialité

Une personne qui a été remise aux autorités belges sur la base du mandat d'arrêt européen est protégée par le principe de la spécialité conformément aux articles 37 et 38 de la loi.

6.4.1. Interdiction de poursuivre, condamner ou priver de liberté une personne pour une infraction antérieure à la remise et autre que celle qui a motivé cette remise (article 37)

L'article 37, § 2, prévoit 6 exceptions pour lesquelles le principe de spécialité ne s'appliquera pas.

Si, en dehors de ces 6 cas, l'autorité judiciaire belge en charge du dossier souhaite malgré tout poursuivre, condamner ou priver de liberté la personne remise, pour une infraction commise avant la remise autre que celle qui a motivé cette remise, une demande de consentement doit être adressée à l'autorité judiciaire d'exécution dans les mêmes formes qu'un mandat d'arrêt européen.

6.4.2. Remise ou extradition ultérieure (article 38)

De même, si la personne remise fait ultérieurement l'objet d'un mandat d'arrêt européen émis par un autre Etat membre, le procureur du Roi adresse une demande de consentement à l'autorité judiciaire d'exécution qui a accordé la remise initiale aux autorités belges. Cette demande de consentement est accompagnée du second mandat d'arrêt européen.

Si la personne remise fait ultérieurement l'objet d'une demande d'extradition, le Service public fédéral Justice adresse une demande de consentement à l'autorité compétente de l'Etat membre d'où la personne concernée a été remise.

Donné à Bruxelles, le 8 août 2005

Pour la Vice-Première et Ministre de la Justice :

Le Ministre de la Défense,
A. FLAHAUT

Notes

(1) Les Etats membres de l'Union européenne au 1^{er} janvier 2004 sont : Allemagne, Autriche, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède.

(2) Chypre, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, Tchéquie, Slovaquie, Slovénie.

(3) Un tel dépassement du délai de 60 jours est susceptible de se produire, par exemple, dans le cas spécifique où la décision sur l'exécution du mandat d'arrêt européen a fait l'objet d'un double recours avec renvoi devant la cour de cassation.

(4) Il y a lieu de noter que des négociations sont en cours entre l'Union européenne et l'Islande et la Norvège en vue d'améliorer les conditions de l'extradition.

7. Annexes

1. Liste des points de contact du réseau judiciaire européen – Non publié
2. Formulaire
3. Schéma 1 – Non publié
4. Schéma 2 – Non publié
5. Tableau récapitulatif – Non publié
6. Information du SPF Justice – Modèle 1
7. Information du SPF Justice – Modèle 2

ANNEXE 2
Formulaire

MANDAT D'ARRÊT EUROPÉEN

Le présent mandat a été émis par une autorité judiciaire compétente. Je demande que la personne mentionnée ci-dessous soit arrêtée et remise aux autorités judiciaires aux fins de l'exercice de poursuites pénales ou de l'exécution d'une peine ou d'une mesure de sûreté privatives de liberté.

a) Renseignements relatifs à l'identité de la personne recherchée:

Nom:

Prénom(s):

Nom de jeune fille, s'il y a lieu:

Les alias, s'il y a lieu:

Sexe:

Nationalité:

Date de naissance:

Lieu de naissance:

Résidence et/ou adresse connue:

.....

Si connu: la ou les langues que la personne recherchée comprend:

.....

Traits distinctifs / description de la personne recherchée:

.....

Photo et empreintes digitales de la personne recherchée, si elles sont disponibles et s'il est possible de les communiquer, ou les coordonnées de la personne à contacter afin d'obtenir ces informations ou un profil ADN (si ces données peuvent être communiquées, mais n'ont pas été incluses)

b) Décision sur laquelle se fonde le mandat d'arrêt

1. Mandat d'arrêt ou décision judiciaire ayant la même force:

.....

Type:

2. Jugement exécutoire :.....

.....

Référence:

c) Indications sur la durée de la peine:

1. Durée maximale de la peine ou mesure de sûreté privatives de liberté qui peut être infligée pour l'infraction/les infractions commise(s)

.....

.....

2. Durée de la peine ou mesure de sûreté privatives de liberté infligée:

.....

Peine restant à purger:

.....

.....

d) Décision rendue par défaut et:

- La personne concernée a été citée personnellement ou informée autrement de la date et du lieu de l'audience qui a conduit à la décision rendue par défaut

ou

- La personne concernée n'a pas été citée personnellement ou informée autrement de la date et du lieu de l'audience qui a mené à la décision rendue par défaut, mais bénéficie des garanties juridiques ci-dessous une fois remise aux autorités judiciaires (de telles garanties peuvent être fournies à l'avance):

Précisez les garanties juridiques:

.....

.....

e) Infraction(s):

Le présent mandat se rapporte au total à:infractions.

Description des circonstances dans lesquelles la ou les infractions ont été commises, y compris le moment (la date et l'heure), le lieu ainsi que le degré de participation de la personne recherchée à l'infraction ou aux infractions

.....

.....

.....

Nature et qualification légale de la ou des infractions et disposition statutaire ou code applicable:

.....

.....

.....

I. Cocher, le cas échéant, s'il s'agit d'une ou des infractions suivantes punies dans l'État membre d'émission d'une peine ou une mesure de sûreté privatives de liberté d'un maximum d'au moins 3 ans telles qu'elles sont définies par le droit de l'État membre d'émission:

- participation à une organisation criminelle;
- terrorisme;
- traite des êtres humains;
- exploitation sexuelle des enfants et pédopornographie;
- trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes;
- trafic illicite d'armes, de munitions et d'explosifs;
- corruption;
- fraude, y compris la fraude portant atteinte aux intérêts financiers des Communautés européennes au sens de la convention du 26 juillet 1995 relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes;
- blanchiment du produit du crime;
- faux monnayage, y compris la contrefaçon de l'euro;
- cybercriminalité;
- crimes contre l'environnement, y compris le trafic illicite d'espèces animales menacées, et le trafic illicite d'espèces et d'essences végétales menacées;
- aide à l'entrée et au séjour irréguliers;
- homicide volontaire, coups et blessures graves;
- trafic illicite d'organes et de tissus humains;
- enlèvement, séquestration et prise d'otage;
- racisme et xénophobie;
- vols organisés ou avec arme;
- trafic illicite de biens culturels y compris antiquités et œuvres d'art;
- escroquerie;
- racket et extorsion de fonds;
- contrefaçon et piratage de produits;
- falsification de documents administratifs et trafic de faux;
- falsification de moyens de paiement;
- trafic illicite de substances hormonales et autres facteurs de croissance;
- trafic illicite de matières nucléaires et radioactives;
- trafic de véhicules volés;

- 0 viol;
- 0 incendie volontaire;
- 0 crimes relevant de la juridiction de la Cour pénale internationale;
- 0 détournement d'avion/navire;
- 0 sabotage.

II. Description complète de l'infraction ou des infractions qui ne relèvent pas des cas visés au point I ci-avant:

.....

.....

f) Autres circonstances pertinentes en l'espèce (informations facultatives):
(NB: il serait possible d'inclure ici des remarques sur l'extraterritorialité, l'interruption de périodes limitées dans le temps et autres conséquences de l'infraction)

.....

.....

g) Le présent mandat se rapporte également à la saisie et à la remise des objets qui peuvent servir de pièces à conviction.

Le présent mandat se rapporte également à la saisie et à la remise des objets acquis par la personne recherchée du fait de l'infraction:

description des objets (et lieu où ils se trouvent) (s'ils sont connus):

.....

.....

h) L'infraction ou les infractions pour laquelle ou lesquelles ce mandat a été émis est ou sont passible(s) d'une peine ou mesure de sûreté privatives de liberté à caractère perpétuel ou a (ont) eu pour effet une telle peine ou mesure:

- le système juridique de l'État membre d'émission prévoit une révision de la peine infligée – sur demande ou au plus tard après 20 ans – en vue de la non-exécution de cette peine ou mesure;

et/ou

- le système juridique de l'État membre d'émission prévoit l'application de mesures de clémence auxquelles la personne peut prétendre en vertu du droit ou de la pratique de l'État membre d'émission en vue de la non-exécution de cette peine ou mesure.

i) L'autorité judiciaire qui a émis le mandat:

Nom officiel:

.....

Nom de son représentant⁵ :

.....

Fonction (titre/grade):

.....

Référence du dossier:

Adresse:

.....

N^o de tél.: (indicatif du pays) (indicatif de zone ou urbain) (....)

N^o de télécopie: (indicatif du pays) (indicatif de zone ou urbain) (....)

E-mail:

Coordonnées de la personne à contacter afin de prendre les dispositions pratiques nécessaires à la remise de la personne:

En cas de désignation d'une autorité centrale pour la transmission et la réception administratives de mandats d'arrêt européens:

Nom de l'autorité centrale:

.....

Personne à contacter, le cas échéant (titre/grade et nom):

.....

.....

Adresse:

.....

N^o de tél.: (indicatif du pays) (indicatif de zone ou urbain) (....)

N^o de télécopie: (indicatif du pays) (indicatif de zone ou urbain) (....)

E-mail:

⁵ Il sera fait mention du détenteur de l'autorité judiciaire dans les différentes versions linguistiques.

Signature de l'autorité judiciaire d'émission et/ou de son représentant:

.....

.....

Nom:

Fonction (titre/grade):

Date:

Cachet officiel (s'il est disponible)

ANNEXE 6
Information du SPF Justice – Modèle 1

, le

Objet : Information relative à l'émission d'un mandat d'arrêt européen

Conformément au point 1.6. de la circulaire ministérielle du 8 août 2005, j'ai l'honneur de vous communiquer pour information les renseignements suivants relatifs à la procédure d'exécution d'un mandat d'arrêt européen émis par les autorités belges.

| | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Nom et prénom de l'intéressé : | |
| Etat d'exécution : | |
| Date d'envoi du mandat d'arrêt européen à l'autorité étrangère compétente : | |
| Date de la décision définitive sur l'exécution du mandat d'arrêt européen (si disponible): | |
| Contenu de la décision : | <input type="checkbox"/> Exécution Condition éventuelle : <input type="checkbox"/> Retour dans l'Etat d'exécution pour l'exécution de la peine <input type="checkbox"/> Non-exécution Motifs de non-exécution : |
| Suspension de la remise : | <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non |
| Remarques éventuelles | |

Veuillez agréer, madame, monsieur, l'assurance de ma haute considération.

Le procureur du Roi

ANNEXE 7
Information du SPF Justice – Modèle 2

, le

Objet : Information relative à l'exécution d'un mandat d'arrêt européen

Conformément au point 1.6. de la circulaire ministérielle du 8 août 2005, j'ai l'honneur de vous communiquer pour information les renseignements suivants relatifs à la procédure d'exécution d'un mandat d'arrêt européen en Belgique.

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Nom et prénom de l'intéressé : | |
| Etat d'émission : | |
| Date de l'arrestation en Belgique : | |
| Date de la décision définitive sur l'exécution du mandat d'arrêt européen : | |
| Contenu de la décision : | <input type="checkbox"/> Exécution Condition éventuelle : <input type="checkbox"/> Retour en Belgique pour l'exécution de la peine <input type="checkbox"/> Non-exécution Motifs de non-exécution : |
| Suspension de la remise : | <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non |
| Remarques éventuelles | |

Veuillez agréer, madame, monsieur, l'assurance de ma haute considération.

Le procureur du Roi

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2005/09675]

8 AUGUSTUS 2005. — Ministeriële circulaire inzake het Europees aanhoudingsbevel

Inhoudstafel

1. Inleiding

1.1. Nationale wetgeving

1.2. Grondbeginselen

1.3. Eerste toepassing van het beginsel van de wederzijdse erkenning

1.4. Toepassingsgebied

1.5. Bijzondere rol van de Federale Overheidsdienst Justitie en van het Federaal Parket

1.6. Informatieplicht

1.7. Website

2. Toepassing van de wet in de tijd

3. Voorwaarden betreffende de tenuitvoerlegging van een Europees aanhoudingsbevel uitgevaardigd door een andere lid-Staat

3.1. Grondvoorwaarden

- 3.1.1. Strafdrempel
- 3.1.2. Vereiste van de dubbele strafbaarstelling (art. 5)
- 3.1.3. Uitzondering op de vereiste van de dubbele strafbaarstelling (art. 5)

3.2. *Weigeringsgronden*

- 3.2.1. Verplichte weigeringsgronden
 - 3.2.1.1. Leeftijd van de betrokkene (artikel 4,3)
 - 3.2.1.2. Amnestie (artikel 4.1)
 - 3.2.1.3. Ne bis in idem (artikel 4.2)
 - 3.2.1.4. Verjaring (artikel 4.4)
 - 3.2.1.5. Afbreuk van de fundamentele rechten (artikel 4.5)
- 3.2.2. Facultatieve weigeringsgronden en waarborgen
 - 3.2.2.1. Nationaliteit of verblijfplaats in België
 - 3.2.2.2. Vervolging wegens dezelfde feiten in België (artikel 6.1)
 - 3.2.2.3. Beslissing geen vervolging in te stellen of een einde te maken aan de vervolging in België (artikel 6.2)
 - 3.2.2.4. Definitief vonnis van een Staat die geen lid is van de Europese Unie (artikel 6.3)
 - 3.2.2.5. Plaats waar het strafbaar feit is gepleegd – Territorialiteitsbeginsel (artikel 6.5)
 - 3.2.2.6. Verstekvonnis (artikel 7)

3.3. *Vormvoorwaarden*

- 3.3.1. Formulier (artikel 2, § 4)
- 3.3.2. Talen (artikel 2, § 5 en 6)
 - 3.3.2.1. Bijzonder geval: onjuist, onvolledig of onduidelijk formulier

4. Voorwaarden voor de uitvaardiging van een Europees aanhoudingsbevel door een Belgische rechterlijke autoriteit

4.1. *Grondvoorwaarden*

- 4.1.1. Voorwaarden voor de uitvaardiging van een aanhoudingsbevel op nationaal vlak
- 4.1.2. Strafdrempels (artikel 3)
- 4.1.3. Vereiste van de dubbel strafbaarstelling

4.2. *Vormvoorwaarden*

- 4.2.1. Formulier (artikel 2, § 4)
- 4.2.2. Talen (artikel 2, § 5 en 6)

4.3. *Waarborgen*

5. Procedure in geval van tenuitvoerlegging in België van een Europees aanhoudingsbevel

5.1. *Normale procedure voor de tenuitvoerlegging van een Europees aanhoudingsbevel in België*

- 5.1.1. Aanhouding van de persoon
 - 5.1.1.1. De signalering in het SIS wordt gelijkgesteld met een Europees aanhoudingsbevel (artikel 9).
 - 5.1.1.2. Het Europees aanhoudingsbevel of de signalering in het Schengeninformatiesysteem vormt de rechtsgrondslag voor de aanhouding van de betrokken persoon.
 - 5.1.1.3. De internationale signalering (Interpol)
- 5.1.2. Beslissing van de onderzoeksrechter
 - 5.1.2.1. Verzoek om bijkomende gegevens (artikel 15)
- 5.1.3. Beslissing tot tenuitvoerlegging van het Europees aanhoudingsbevel
 - 5.1.3.1. Specialiteitsbeginsel (artikel 16, § 4)
 - 5.1.3.2. Gevolgen van de overschrijding door de onderzoeksgerechten van de termijn waarover zij beschikken om te beslissen (artikel 16, § 5, en 17, § 4, tweede lid)
 - 5.1.3.3. Begin van de proceduretermijnen ingeval de betrokken persoon reeds in België is gedetineerd
 - 5.1.3.4. Schorsing van de termijnen – Verzoeken tot uitstel
 - 5.1.3.5. Mededeling van de beslissing aan de bevoegde autoriteit van de uitvaardigende Staat
- 5.1.4. Overlevering (artikel 22)
 - 5.1.4.1. Geval van overmacht (artikel 22, § 2)
 - 5.1.4.2. Tijdelijke opschorting van de overlevering wegens ernstige humanitaire redenen (artikel 23)
 - 5.1.4.3. Uitgestelde overlevering (artikel 24)
 - 5.1.4.4. Tijdelijke overlevering (artikel 24)
- 5.1.5. Overdracht van voorwerpen (artikel 26)

5.2. *Procedure in geval van een kennelijke weigeringsgrond (artikel 14)*

5.3. *Procedure in geval van toestemming van de persoon (artikel 13)*

- 5.3.1. Gevolgen van de instemming
- 5.3.2. Optekening van instemming

5.4. *Beslissingen inzake de detentie van de persoon tijdens de procedure*

- 5.4.1. De onderzoeksrechter beslist tot detentie van de persoon binnen 24 uur na de aanhouding (artikel 11)
- 5.4.2. Handhaving van de hechtenis tijdens de procedure (artikel 20)
- 5.4.3. Handhaving van de hechtenis na de definitieve beslissing tot tenuitvoerlegging van het Europees aanhoudingsbevel (artikel 20, § 4)

5.5. *Bijzondere gevallen*

- 5.5.1. De persoon is voordien aan België uitgeleverd of overgeleverd (artikel 27)
- 5.5.2. Eventuele vervolging voor andere strafbare feiten (artikel 31)
- 5.5.3. Samenloop
 - 5.5.3.1. Samenloop van 2 Europese aanhoudingsbevelen (artikel 29)
 - 5.5.3.2. Conflict tussen het Europees aanhoudingsbevel en een verzoek tot uitlevering (artikel 30)

5.5.3.3. Conflict tussen het Europees aanhoudingsbevel en een verzoek tot overlevering van het Internationaal Strafgerechtshof (artikel 30)

6. Procedure in geval van uitvaardiging in België van een Europees aanhoudingsbevel

6.1. Bevoegde autoriteit (artikel 32)

6.2. Overzending en/of signalering

6.2.1. Overzending via het Schengeninformatiesysteem

6.2.2. Andere wijzen van overzending

6.2.2.1. Beveiligd telecommunicatiesysteem van het Europees justitieel netwerk

6.2.2.2. Diensten van Interpol

6.2.2.3. Enig ander middel

6.3. Belangrijke opmerking betreffende de procedure van internationale signalering van een gezochte persoon

6.4. Specialiteitsbeginsel

6.4.1. Verbod om een persoon te vervolgen, veroordelen of zijn vrijheid te benemen wegens een ander, voor de overlevering gepleegd strafbaar feit dan dat waarop de overlevering betrekking heeft (artikel 37)

6.4.2. Latere overlevering of uitlevering (artikel 38)

7. Bijlagen

1. Inleiding

Deze circulaire vervangt de ministeriële circulaire inzake het Europees aanhoudingsbevel van 23 december 2003 die wordt opgeheven.

1.1. Nationale wetgeving

In de wet van 19 december 2003 betreffende het Europees aanhoudingsbevel (hierna de wet genoemd) wordt het kaderbesluit 2002/584/JBZ van de Raad van 13 juni 2002 betreffende het Europees aanhoudingsbevel en de procedures van overlevering tussen de lidstaten (hierna het kaderbesluit genoemd) omgezet.

Deze wet vervangt de uitleveringswet van 15 maart 1874 en de volgende uitleveringsverdragen die van toepassing zijn op de betrekkingen tussen de **lid-Staten van de Europese Unie** inzake de aanhouding en de overlevering van personen (Zie afdeling 2 voor de overgangsbepalingen) :

- het Europees Verdrag betreffende uitlevering van 13 december 1957, het Aanvullend Protocol erbij van 15 oktober 1975, het tweede Aanvullend Protocol erbij van 17 maart 1978 en het Europees Verdrag tot bestrijding van terrorisme van 27 januari 1977 voor zover het betrekking heeft op uitlevering;
- het akkoord van 26 mei 1989 tussen de twaalf Lidstaten van de Europese Gemeenschappen betreffende de vereenvoudiging en de modernisering van de wijze van toezending van uitleveringsverzoeken;
- de overeenkomst van 10 maart 1995 aangaande de verkorte procedure tot uitlevering tussen de Lidstaten van de Europese Unie;
- de overeenkomst van 27 september 1996 betreffende uitlevering tussen de Lidstaten van de Europese Unie;
- titel III, hoofdstuk 4, van de overeenkomst van 19 juni 1990 ter uitvoering van het op 14 juni 1985 te Schengen gesloten akkoord betreffende de geleidelijke afschaffing van de controles aan de gemeenschappelijke grenzen;
- Bepalingen inzake uitlevering van het Benelux-Verdrag van 27 juni 1962 aangaande de uitlevering en de rechtshulp in strafzaken.

Voor wat de betrekkingen betreft met de Staten die geen lid zijn van de Europese Unie wordt verwezen naar de algemene circulaire inzake uitlevering van 19/04/2005.

1.2. Grondbeginselen

De aanhouding en de overlevering vinden plaats op grond van een Europees aanhoudingsbevel.

De rechterlijke autoriteit die bevoegd is om een aanhoudingsbevel uit te vaardigen (de uitvaardigende rechterlijke autoriteit) richt zich rechtstreeks tot de bevoegde rechterlijke autoriteit van de betrokken lidstaat (uitvoerende rechterlijke autoriteit) om de tenuitvoerlegging ervan te vragen. Het is niet langer de uitvoerende macht die beslist uit te leveren, maar de uitvoerende rechterlijke autoriteit die beslist een persoon over te leveren ter uitvoering van een aanhoudingsbevel.

1.2. Eerste toepassing van het beginsel van de wederzijdse erkenning

Het Europees aanhoudingsbevel vormt de eerste concrete toepassing van het beginsel van de wederzijdse erkenning van strafrechtelijke beslissingen, waarvan de Europese Raad tijdens de top van Tampere van 15 en 16 oktober 1999 heeft beslist dat het de hoeksteen moet zijn van de uitbreiding van de gerechtelijke samenwerking tussen de lid-Staten van de Europese Unie.

Het beginsel van de wederzijdse erkenning vloeit voort uit de idee van een gemeenschappelijke gerechtelijke ruimte voor het grondgebied van de lid-Staten van de Unie, waarin een vrij verkeer van beslissingen zou bestaan. Concreet kan zulks als volgt worden omschreven : zodra een rechterlijke autoriteit die bevoegd is krachtens het recht van de lidstaat waaronder zij ressorteert, conform het recht van deze Staat een beslissing heeft genomen, heeft die beslissing volkomen en rechtstreekse uitwerking op het volledige grondgebied van de Unie en verlenen de bevoegde autoriteiten van de lidstaat op het grondgebied waarvan de beslissing ten uitvoer kan worden gelegd, hun medewerking aan de tenuitvoerlegging van die beslissing alsof het een beslissing betreft die is genomen door een bevoegde autoriteit van die Staat.

De toepassing ervan op rechterlijke beslissingen die een aanhoudingsbevel opleveren, betekent een grondige wijziging van het stelsel inzake uitlevering. Ten eerste zijn enkel de rechterlijke autoriteiten en niet langer de Staten bij het nieuwe mechanisme betrokken en ressorteert de beslissing tot overlevering onder die rechterlijke autoriteit en niet langer onder de uitvoerende macht. Aan de andere kant wordt de procedure beperkt : de twee fasen van de uitlevering - aanhouding en overlevering - met twee opeenvolgende procedures, worden vervangen door een enkele fase, waarbij de rechterlijke beslissing voldoende is zowel voor de aanhouding als voor de overlevering van de persoon.

Deze vereenvoudiging van de controle gaat gepaard met enige versoepeling van de voorwaarden inzake overlevering en met een korte procedure.

1.4. Toepassingsgebied

Het Europees aanhoudingsbevel is van toepassing op de aanhouding en overlevering van personen gezocht met het oog op de instelling van strafvervolgning of de tenuitvoerlegging van een vrijheidsbenemende straf of veiligheidsmaatregel tussen de lid-Staten van de Europese Unie.

1.5. Bijzondere rol van de Federale Overheidsdienst Justitie en van het Federaal Parket

Aan de FOD Justitie (artikel 43) en aan het Federaal Parket is een ondersteunende rol toebedeeld.

1. Met de FOD Justitie en met het Federaal Parket kan in hun hoedanigheid van aanspreekpunt van het Europees Justitieel Netwerk contact worden opgenomen om te bepalen aan welke buitenlandse bevoegde autoriteit het aanhoudingsbevel moet worden gericht en, in het algemeen, om het vereiste contact op te nemen in het kader van de tenuitvoerlegging van het Europees aanhoudingsbevel.

2. De bevoegde rechterlijke autoriteiten geven onverwijld kennis aan de FOD Justitie van enige moeilijkheid met betrekking tot de toepassing van de wet, hetzij naar aanleiding van de tenuitvoerlegging in België van een buitenlands Europees aanhoudingsbevel, hetzij naar aanleiding van de tenuitvoerlegging door een andere lidstaat van een Europees aanhoudingsbevel uitgevaardigd door een Belgische rechterlijke autoriteit. De Federale Overheidsdienst Justitie neemt het gepaste contact teneinde voor de problemen die zich voordoen een oplossing uit te werken.

De in elk parket aangewezen referentiemagistraat voor de internationale rechtshulp in strafzaken vormt in elk parket het eerste contact inzake het Europees aanhoudingsbevel.

1.6. Informatieplicht

De bevoegde rechterlijke autoriteiten **geven kennis aan de Federale Overheidsdienst Justitie van elke procedure houdende tenuitvoerlegging of uitvaardiging van een Europees aanhoudingsbevel in België.**

Informatie over de uitvaardigingsprocedure

- Van elk Europees aanhoudingsbevel uitgevaardigd door een Belgische rechterlijke autoriteit wordt een kopie bezorgd aan de Federale Overheidsdienst Justitie.
- De rechterlijke autoriteiten brengen de Federale Overheidsdienst Justitie op de hoogte van de overlevering of de eventuele weigering, door middel van een model-brief (zie bijlage 6).

Informatie over de tenuitvoerleggingsprocedure

- Van elk buitenlands Europees aanhoudingsbevel dat het onderwerp is van een procedure tot tenuitvoerlegging in België wordt een kopie aan de Federale Overheidsdienst Justitie bezorgd.
- Aan het einde van de tenuitvoerleggingsprocedure, wordt de Federale Overheidsdienst Justitie over het resultaat geïnformeerd, door middel van een model-brief (zie bijlage 7).

Bovendien wordt de aandacht gevestigd op de noodzaak om alle gevallen waarin het Europees aanhoudingsbevel wordt toegepast stelselmatig en uniform in het REA-TPI-computersysteem van het openbaar ministerie te registreren (In dit verband zal een specifieke van richtlijn uitgewerkt en deze zal binnenkort aan alle parketten worden verspreid).

De Federale Overheidsdienst Justitie zal op grond van de aldus overgezonden gegevens statistieken opmaken teneinde zich een algemeen beeld te kunnen vormen van de toepassing van de wet.

Elke rechterlijke beslissing waarin uitspraak wordt gedaan over de tenuitvoerlegging van een Europees aanhoudingsbevel en wordt beslist over een bijzondere rechtsvraag wordt eveneens aan de Federale Overheidsdienst Justitie bezorgd. Deze centralisatie kan ertoe bijdragen dat een rechtspraak wordt bijgehouden inzake de toepassing van de weigeringsgronden met betrekking tot het Europees aanhoudingsbevel.

De referentiemagistraat voor de internationale rechtshulp in strafzaken ziet in het bijzonder toe op de naleving van die verplichtingen in zijn parket.

Deze gegevens moeten worden meegedeeld aan :

Federale Overheidsdienst Justitie

Directoraat-generaal Wetgeving en Fundamentele Rechten en Vrijheden

Centrale autoriteit wederzijdse rechtshulp in strafzaken

Waterloolaan 115

B - 1000 Brussel

Tel. : 02-542 67 59 (NL)

02-542 67 50 (FR)

Fax : 02-542 67 67

E-mail : mae-eab@just.fgov.be (bij voorkeur)

1.7. Website

De website van het Europees justitieel netwerk werd aangevuld en zal worden bijgewerkt teneinde de toepassing van het Europees aanhoudingsbevel te vergemakkelijken. Daarop zijn diverse gegevens vermeld, bijvoorbeeld een kopie in het engels van de omzettingen goedgekeurd in de andere lid-Staten, alsook praktische fiches inzake de procedure tot tenuitvoerlegging in elke Staat.

Het formulier van het Europees aanhoudingsbevel is beschikbaar in de diverse officiële talen van de Europese Unie, teneinde het vertaalwerk in de taal van de uitvoerende Staat te vergemakkelijken.

Op termijn zal de Europese Justitiële Atlas een nieuwe rubriek bevatten die de mogelijkheid biedt de bevoegde rechterlijke autoriteit te bepalen op grond van de lokalisering van de gezochte persoon.

Tik in : <http://www.atlas.mj.pt> (rubriek «European arrest warrant», een link verwijst naar de website van het secretariaat-generaal van de raad).

Om de website te raadplegen is een paswoord vereist. Voor meer informatie, zie circulaire nr. COL 3/2002 van het College van Procureurs-generaal bij de hoven van beroep, aangevuld door circulaire nr. COL 12/2004.

2. Toepassing van de wet in de tijd

1. Met ingang van 1 januari 2004 is de wet in het kader van de betrekkingen tussen België en de lid-Staten van de Europese Unie **in beginsel** van toepassing op de aanhouding en de overlevering van een persoon (1); zij geldt bijgevolg ook voor de betrekkingen van België met de nieuwe lid-Staten vanaf de datum van hun toetreding (met andere woorden in beginsel vanaf 1 mei 2004 ook voor de 10 nieuwe lid-Staten van de Europese Unie (2)).

Aangezien niet alle lid-Staten het Europees aanhoudingsbevel konden toepassen op 1 januari 2004 (of op 1 mei 2004), vloeien daaruit verschillende data voort van toetreding van de staten tot het nieuwe stelsel. Om de diverse stelsels te kennen die in de tijd van toepassing zijn, raadpleeg de overzichtstabel die als bijlage 5 gaat.

2. De wet is tevens van toepassing ingeval een persoon is aangehouden vóór 1 januari 2004 (of voor 1 mei 2004 voor de betrekkingen met de nieuwe lid-Staten) op grond van de uitleveringsregels en ingeval geen ander verzoek om uitlevering is ingediend voor 1 januari 2004 (of 1 mei 2004 voor de betrekkingen met de nieuwe lid-Staten). In dat geval is evenwel voorzien in bijzondere regels met betrekking tot de omschreven termijnen.

Ingeval een verzoek om uitlevering evenwel is geformuleerd vóór 1 januari 2004 (of 1 mei 2004), blijft de overlevering evenwel onderworpen aan de regels inzake uitlevering.

Dit stelsel is naar analogie van toepassing in het kader van de betrekkingen met de staten die de omzetting te laat hebben doorgevoerd, op grond van de datum van toetreding van de betrokken staat tot het nieuwe stelsel.

3. In afwijking van het beginsel gesteld in punt 1.1, blijven de uitleveringswet van 15 maart 1874 en de uitleveringsverdragen, bij wijze van overgangsmaatregel, evenwel van toepassing voor de Europese aanhoudingsbevelen uitgevaardigd en uitgevoerd door België wegens feiten gepleegd :

- a) vóór 1 november 1993 ingeval de personen in Frankrijk zijn aangehouden;
- b) vóór 7 augustus 2002 ingeval de personen in Oostenrijk of Italië zijn aangehouden.

3. Voorwaarden betreffende de tenuitvoerlegging van een Europees aanhoudingsbevel uitgevaardigd door een andere lidstaat

In deze afdeling worden de regels bepaald die gelden ingeval de tenuitvoerlegging van een Europees aanhoudingsbevel uitgevaardigd in een lidstaat van de Europese Unie wordt gevraagd aan de Belgische rechterlijke autoriteiten.

De rechterlijke autoriteit die uitspraak moet doen over de tenuitvoerlegging van het Europees aanhoudingsbevel heeft geen discretionaire bevoegdheid om deze tenuitvoerlegging toe te staan of te weigeren : de overlevering is inderdaad verplicht, onder voorbehoud van een aantal weigeringsgronden die in de wet limitatief zijn opgesomd. De gronden tot weigering van overlevering van een persoon kunnen van verplichte of facultatieve aard zijn.

3.1. Grondvoorwaarden

3.1.1. Strafdrempel

In artikel 3 worden de strafdrempels bepaald vanaf welke een Europees aanhoudingsbevel kan worden uitgevaardigd. De feiten die krachtens de wet van de uitvaardigende lidstaat worden gestraft met een vrijheidsbenemende straf of veiligheidsmaatregel van ten minste 12 maanden of, wanneer de veroordeling tot een straf reeds heeft plaatsgevonden of een veiligheidsmaatregel is genomen, voor zover zij ten minste 4 maanden bedraagt, kunnen aanleiding geven tot uitlevering.

In tegenstelling tot de vroegere instrumenten inzake uitlevering is niet langer vereist dat deze feiten overeenkomstig het recht van de uitvoerende Staat met dezelfde strafdrempel strafbaar zijn. Zulks betekent evenwel niet dat het feit in de uitvoerende Staat niet strafbaar moet zijn, maar moet worden begrepen in het licht van de hiernavolgende bepalingen met betrekking tot de controle op de dubbele strafbaarstelling. Zie afdeling 3.1.2.

Een Europees aanhoudingsbevel kan op geldige wijze worden uitgevaardigd ten aanzien van een gezochte persoon op grond van verschillende strafbare feiten. In dat geval kan het Europees aanhoudingsbevel gedeeltelijk ten uitvoer worden gelegd.

3.1.2. Vereiste van de dubbele strafbaarstelling (art. 5)

Artikel 5 houdt verband met de regel van de dubbele strafbaarstelling.

In artikel 5, § 1, wordt het beginsel inzake de dubbele strafbaarstelling gehuldigd : de dubbele strafbaarstelling wordt behouden, wat betekent dat de tenuitvoerlegging wordt geweigerd ingeval het feit waarop het Europees aanhoudingsbevel betrekking heeft, krachtens het Belgische recht niet strafbaar is.

3.1.3. Uitzondering op de vereiste van de dubbele strafbaarstelling (art. 5)

Paragraaf 2 van artikel 5 bevat een uitzondering op het beginsel van het behoud van de dubbele strafbaarstelling : die uitzondering is van toepassing op een lijst van 32 strafbare feiten. Aldus wordt voor 32 strafbare feiten die in een lijst zijn opgesomd, de dubbele strafbaarstelling niet nagegaan, voor zover zij in de uitvaardigende Staat strafbaar zijn met een maximale gevangenisstraf van minimaal drie jaar.

De reden daarvoor is dat de in deze lijst opgenomen feiten van prioritair belang zijn in het kader van de harmonisatie op het vlak van de Europese Unie (vastgelegd in het Verdrag van Amsterdam, de conclusies van de Europese Raad te Tampere of de bijlage bij de Europol-overeenkomst) of betrekking hebben op fundamentele schendingen van het strafrecht van alle lid-Staten, waarbij er weinig kans is dat het probleem van de dubbele strafbaarstelling zich voordoet, temeer daar zij bovendien strafbaar moeten zijn met een gevangenisstraf van een bepaalde duur in de staat waarin het aanhoudingsbevel is uitgevaardigd. Er moet worden opgemerkt dat derhalve in de tekst geen gewag wordt gemaakt van de opheffing van de dubbele strafbaarstelling, maar van het gegeven dat de dubbele strafbaarstelling van het feit niet wordt nagegaan.

De in de lijst opgenomen strafbare feiten worden niet strafrechtelijk omschreven, maar worden generisch beschouwd en hebben betrekking op een aantal takken van de criminaliteit. Punt 12 « milieucriminaliteit » bijvoorbeeld, betekent niet dat de feiten als een misdaad moeten worden beschouwd in de zin van het Belgische strafrecht.

De uitvoerende rechterlijke autoriteit moet op generisch vlak derhalve nagaan of het feit waarop het aanhoudingsbevel betrekking heeft, in de lijst voorkomt. Zij gaat over tot dit onderzoek op grond van de toelichting bij de feiten die moet worden opgenomen.

Zodra de uitvoerende rechterlijke autoriteit vaststelt dat het feit op de lijst voorkomt, is zij gehouden tot de inachtneming van de omschrijving van de desbetreffende strafbare feiten in het recht van de uitvaardigende Staat, te weten van de constitutieve bestanddelen zoals die zijn omschreven in die wetgeving, en gaat zij de dubbele strafbaarstelling van het feit niet na.

Paragraaf 4 van artikel 5 is een uitzondering op de uitzondering : abortus of euthanasie worden van de lijst geschrapt, hoewel voornoemde feiten in het recht van de uitvaardigende Staat als opzettelijke doodslag zouden worden omschreven en opzettelijke doodslag deel uitmaakt van de lijst van 32 strafbare feiten. Het is dan ook de Belgische uitvoerende rechterlijke autoriteit die moet oordelen over de overlevering in het licht van de vereiste van de dubbele strafbaarstelling. De overlevering kan geenszins plaatsvinden ingeval die feiten krachtens de Belgische wet zijn toegestaan.

Bovendien kan overeenkomstig artikel 5, § 3, van dit ontwerp, het beginsel van de dubbele strafbaarstelling niet worden toegepast inzake taksen en belastingen, en evenmin in douane- en wisselzaken.

3.2. Weigeringsgronden

3.2.1. Verplichte weigeringsgronden

3.2.1.1. Leeftijd van de betrokkene (artikel 4.3)

De tenuitvoerlegging van het Europees aanhoudingsbevel wordt geweigerd ingeval de persoon gelet op zijn leeftijd op het moment van de feiten niet strafrechtelijk aansprakelijk kan worden gesteld. De leeftijd vereist voor de strafrechtelijke meerderjarigheid wordt beoordeeld op grond van het Belgische recht.

België kan de overlevering van een minderjarige die meer dan 16 jaar oud is evenwel niet weigeren omdat de vervolging en de veroordeling van een dergelijke minderjarige in het buitenland niet strijdig is met de Belgische openbare orde. Zie afdeling 4.1.1.

3.2.1.2. Amnestie (artikel 4.1)

De tenuitvoerlegging van het Europees aanhoudingsbevel wordt geweigerd ingeval in België een amnestiewet geldt voor het strafbare feit waarop het aanhoudingsbevel betrekking heeft. De in België uitgesproken amnestie vormt evenwel slechts een obstakel voor de overlevering **indien** naast de uitvaardigende Staat ook de Belgische rechtbanken bevoegd zijn om het strafbare feit te vervolgen.

3.2.1.3. *Ne bis in idem* (artikel 4.2)

De tenuitvoerlegging van het Europees aanhoudingsbevel wordt geweigerd ingeval uit de gegevens waarover de uitvoerende rechterlijke autoriteit beschikt, blijkt dat in een andere lidstaat ten aanzien van de gezochte persoon wegens dezelfde feiten een definitief vonnis is uitgesproken, op voorwaarde dat in geval van veroordeling, de straf is ondergaan, thans ten uitvoer wordt gelegd of niet meer ten uitvoer kan worden gelegd krachtens de wetgeving van de veroordelende lidstaat.

Dit geval betreft de toepassing van de regel « *ne bis in idem* ». In tegenstelling tot hetgeen is bepaald in de toepasselijke instrumenten inzake uitlevering, is deze voorwaarde hier echter relatief in die zin dat geen ambtshalve onderzoek door de uitvoerende rechterlijke autoriteit is vereist, hetgeen het mechanisme zou vertragen: indien de persoon tegen wie een Europees aanhoudingsbevel is uitgevaardigd, dit beginsel aanvoert en hij aan de uitvoerende rechterlijke autoriteit de gegevens verstrekt die zijn vereist om te oordelen of het in dit concrete geval van toepassing is, moet deze autoriteit dienovereenkomstig handelen. Dit relatieve karakter, niet op inhoudelijk maar wel op procedureel vlak, is verklaarbaar door de dynamiek van de wederzijdse erkenning, op grond waarvan de inhoudelijke controle voornamelijk in de uitvaardigende Staat wordt verricht.

Krachtens artikel 4.2, moet de tenuitvoerlegging van het Europees aanhoudingsbevel tevens verplicht worden geweigerd ingeval wegens «dezelfde feiten een andere definitieve beslissing is genomen die de latere instelling van vervolging belet».

Het kan bijvoorbeeld gaan om een dading of een alternatieve administratieve regeling. Dit geval strekt ertoe rekening te houden met het arrest van het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen van 11 februari 2003 in de zaak H. Gözütok en K. Brügge (Jur, 2003, I-345):

« *het beginsel ne bis in idem [...] is tevens van toepassing op de procedures houdende verval van de strafvordering [...] door middel waarvan het openbaar ministerie van een lidstaat, zonder het optreden van een gerecht, een einde maakt aan de strafrechtspleging ingesteld in die Staat, nadat de beklaagde bepaalde verplichtingen heeft nageleefd en inzonderheid een door het openbaar ministerie vastgestelde geldsom heeft betaald.* »

3.2.1.4. Verjaring (artikel 4.4)

De tenuitvoerlegging van het aanhoudingsbevel wordt geweigerd ingeval de strafvordering of de straf volgens de Belgische wetgeving is verjaard en de Belgische gerechten volgens de Belgische strafwet bevoegd zijn om kennis te nemen van de feiten.

Deze bepaling is niet van toepassing in de gevallen waarin de Belgische gerechten geen kennis zouden kunnen nemen van het feit op grond van criteria van territoriale en extraterritoriale rechtsmacht die voorkomen in de Voorafgaande Titel van het Wetboek van Strafvordering.

3.2.1.5. Afbreuk van de fundamentele rechten (artikel 4.5)

Het politiek delict vormt niet langer een weigeringsgrond voor de overlevering, zulks in tegenstelling tot uitlevering. De tenuitvoerlegging van het Europees aanhoudingsbevel wordt daarentegen geweigerd ingeval ernstige redenen bestaan om aan te nemen dat zij afbreuk zou doen aan de fundamentele rechten van de betrokken persoon, zoals die worden bevestigd door artikel 6 van het Verdrag betreffende de Europese Unie. Bedoeld artikel 6 verwijst naar de naleving van de fundamentele rechten zoals gewaarborgd in het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, alsmede naar de grondwettelijke tradities die in alle lid-Staten gelden.

De Belgische rechterlijke autoriteit die uitspraak moet doen over de tenuitvoerlegging van het aanhoudingsbevel is niet belast met de politieke beoordeling van de toestand in de andere lid-Staten. De controle wordt strikt beperkt tot de beoordeling van concrete omstandigheden betreffende het geval dat aanleiding geeft tot het Europees aanhoudingsbevel (Zie Cass. 26 mei 2004, <http://www.cass.be>).

De Belgische rechterlijke autoriteit is evenmin belast met een stelselmatig onderzoek van de graad van bescherming van de fundamentele rechten in de uitvaardigende Staat. Zulks zou strijdig zijn met het beginsel van de wederzijdse erkenning dat krachtens de wet wordt toegepast. Er bestaat een vermoeden van inachtneming van de rechten van de mens ten gunste van de uitvaardigende Staat. De weigeringsgrond wegens afbreuk aan de fundamentele rechten zal worden aangewend ingeval de persoon bedoeld in het aanhoudingsbevel gewag maakt van ernstige redenen op grond waarvan kan worden aangenomen (op grond van concrete elementen) dat zijn overlevering aan de uitvaardigende Staat zijn fundamentele rechten in gevaar zou brengen, inzonderheid de rechten bedoeld in artikel 6 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens. Ingeval de betrokkene deze situatie niet uit eigen beweging aanvoert, wordt de weigeringsgrond door de Belgische rechterlijke autoriteit enkel aangewend ingeval elementen waarvan zij kennis heeft wijzen op een kennelijk gevaar voor de rechten van dat individu.

Het gegeven dat de betrokkene beroep heeft ingesteld bij het Europees Hof voor de Rechten van de Mens en een maatregel is opgelegd op grond van artikel 39 van het Reglement voor de procesvoering van het Hof zijn bijvoorbeeld omstandigheden die naar behoren in aanmerking kunnen worden genomen door de uitvoerende rechterlijke autoriteit.

Deze weigeringsgrond omvat tevens de **humanitaire clausule of de non-discriminatieclausule**. Deze traditionele clausule in het uitleveringsrecht biedt de Staten de mogelijkheid om de uitlevering te weigeren ingeval redenen bestaan om aan te nemen dat het verzoek is gedaan op grond van overwegingen zoals geslacht, ras, godsdienst, etnische herkomst, nationaliteit, taal, politieke overtuiging of seksuele geaardheid, of dat de situatie zou kunnen verslechteren om een van deze redenen.

Het parket moet nagaan of geen asielaanvraag is ingediend en wordt behandeld. Een dergelijke aanvraag zou tevens een beoordelingselement voor de grond van weigering die verband houdt met de fundamentele rechten, kunnen vormen.

3.2.2. Facultatieve weigeringsgronden en waarborgen

De tenuitvoerlegging van het Europees aanhoudingsbevel kan eveneens worden geweigerd in de volgende omstandigheden waarover de uitvoerende rechterlijke autoriteit moet oordelen.

3.2.2.1. Nationaliteit of verblijfplaats in België

De wet voorziet niet langer in een algemene reden tot weigering op grond van nationaliteit, maar daarmee wordt evenwel nog steeds rekening gehouden. De bepalingen betreffende de nationaliteit worden uitgebreid tot de personen die op het Belgische grondgebied verblijven (verblijfplaats of woonplaats).

Europees aanhoudingsbevel uitgevaardigd met het oog op de tenuitvoerlegging van een straf (artikel 6.4)

Ingeval het Europees aanhoudingsbevel is uitgevaardigd met het oog op de tenuitvoerlegging van een straf of van een veiligheidsmaatregel, kan de uitvoerende rechterlijke autoriteit de tenuitvoerlegging van het Europees aanhoudingsbevel weigeren, indien de gezochte persoon Belg of ingezetene is van België. De beslissing van de uitvoerende rechterlijke autoriteit leidt ertoe dat de tenuitvoerlegging van de straf geschiedt door de Belgische autoriteiten.

Nu de wet van 26 mei 2005 tot wijziging van de wet van 23 mei 1990 inzake de overbrenging is aangenomen (*Belgisch Staatsblad* 10 juni 2005), kan deze weigeringsgrond in het Belgische recht worden toegepast. Krachtens het nieuwe artikel 18 § 2 van de wet van 23 mei 1990, kan België voortaan overgaan tot de uitvoering van de buitenlandse veroordeling op zijn grondgebied.

Europees aanhoudingsbevel uitgevaardigd met het oog op vervolging (artikel 8)

In geval van een Europees aanhoudingsbevel uitgevaardigd met het oog op vervolging, kan tevens rekening worden gehouden met de nationaliteit of met de verblijfplaats van de persoon.

De Belgische uitvoerende rechterlijke autoriteit kan de overlevering van de persoon afhankelijk stellen van de voorwaarde dat de persoon naar België wordt teruggezonden teneinde aldaar de straf of de veiligheidsmaatregel te ondergaan die tegen hem in de uitvaardigende Staat zal zijn uitgesproken ingevolge de overlevering.

Aangezien de waarborg wordt beschouwd als een aanvullende bescherming toegekend aan de persoon wegens zijn nationaliteit of verblijfplaats, moet de uitvoerende rechterlijke autoriteit beslissen op verzoek van de betrokken, hoewel krachtens de wet niet is uitgesloten dat zij op eigen initiatief erover kan beslissen.

Dat verzoek om officiële waarborg van terugkeer naar België van de betrokken persoon na zijn veroordeling past in het kader van de bijkomende gegevens die kunnen worden gevraagd aan de uitvaardigende staat (artikel 15).

Ingeval die voorwaarde wordt aangevoerd, moet zulks worden vermeld in de beslissing van de uitvoerende autoriteit. Het is nuttig dat erin nader wordt bepaald dat de latere overbrenging van de persoon moet geschieden overeenkomstig de toepasselijke instrumenten inzake overbrenging in het kader van de betrekkingen met het betrokken land.

Gelet op de bijzondere verantwoordelijkheid van de uitvoerende macht in het kader van de latere overbrenging moet de beslissing van de Belgische uitvoerende autoriteit het onderwerp zijn **van een speciale kennisgeving aan de Federale Overheidsdienst Justitie**.

Voor de toepassing van deze bepaling moet onder meer worden verwezen naar de wet van 23 mei 1990 inzake de overbrenging tussen Staten van de gevonniste personen, naar het Verdrag van de Raad van Europa van 21 maart 1983 inzake de overbrenging van gevonniste personen, opgemaakt te Straatsburg, en naar de Overeenkomst van 25 mei 1987 betreffende de toepassing tussen de lid-Staten van de Europese Gemeenschappen van dat Verdrag, opgemaakt te Brussel en goedgekeurd bij de wet van 19 juni 1990, waarin onder meer vereist wordt dat de betrokken persoon zijn instemming verleent.

Voor de andere hypothese, zie afdeling 4.3.1.

3.2.2.2. Vervolgging wegens dezelfde feiten in België (artikel 6.1)

De tenuitvoerlegging van het Europees aanhoudingsbevel kan worden geweigerd ingeval de persoon op wie het Europees aanhoudingsbevel betrekking heeft, in België wordt vervolgd wegens hetzelfde feit als dat waaraan het Europees aanhoudingsbevel ten grondslag ligt.

In die situatie moet de betrokken uitvoerende rechterlijke autoriteit, rekening houdend met alle relevante omstandigheden, oordelen of het beter is dat de vervolging in België wordt ingesteld dan wel in de andere lidstaat. Het kan ter zake wenselijk zijn de federale procureur te raadplegen, die op zijn beurt het advies van Eurojust kan vragen.

Wat de verzending van de gegevens tussen Belgische parketten betreft, moet de directie van de operationele politiesamenwerking van de federale politie (DSO) de informatie automatisch meedelen aan de betrokken parketten, zodra een signalering wordt ontvangen met het oog op de overlevering van een persoon op grond van een Europees aanhoudingsbevel.

3.2.2.3. Beslissing geen vervolging in te stellen of een einde te maken aan de vervolging in België (artikel 6.2)

De tenuitvoerlegging van het Europees aanhoudingsbevel kan worden geweigerd ingeval de rechterlijke autoriteiten van de uitvoerende Staat beslist hebben om geen vervolging in te stellen wegens het feit waarop het Europees aanhoudingsbevel betrekking heeft, dan wel een einde te maken aan die vervolging.

3.2.2.4. Definitief vonnis van een Staat die geen lid is van de Europese Unie (artikel 6.3)

De tenuitvoerlegging van het Europees aanhoudingsbevel kan worden geweigerd ingeval de persoon reeds is veroordeeld wegens dezelfde feiten in een Staat die geen lid is van de Europese Unie. Deze voorwaarde onderstelt geen ambtshalve onderzoek door de uitvoerende rechterlijke autoriteit. Indien de persoon tegen wie een Europees aanhoudingsbevel is uitgevaardigd, dit beginsel aanvoert en hij aan de uitvoerende rechterlijke autoriteit de gegevens verstrekt die zijn vereist om te oordelen of het in dit concrete geval van toepassing is, moet deze autoriteit dienovereenkomstig handelen.

Het facultatieve karakter van deze weigeringsgrond kan worden verklaard aan de hand van het gegeven dat deze bepaling betrekking heeft op de beslissingen geweest door de gerechten van een Staat die geen lid is van de Europese Unie. De beoordelingsbevoegdheid is dan ook in dit geval volkomen verantwoord met betrekking tot de voorwaarden waaronder de rechterlijke beslissing door de buitenlandse rechter is geweest.

3.2.2.5. Plaats waar het strafbaar feit is gepleegd – Territorialiteitsbeginsel (artikel 6.5)

De tenuitvoerlegging kan in twee gevallen worden geweigerd op grond van de territorialiteit :

- ingeval het Europees aanhoudingsbevel betrekking heeft op strafbare feiten die overeenkomstig het recht van de uitvoerende Staat geheel of gedeeltelijk zijn gepleegd op zijn grondgebied of op een plaats die met dat grondgebied wordt gelijkgesteld;
- ingeval het Europees aanhoudingsbevel betrekking heeft op strafbare feiten die zijn gepleegd buiten het grondgebied van de uitvaardigende lidstaat en het recht van de uitvoerende lidstaat niet voorziet in vervolging wegens dezelfde feiten gepleegd buiten het grondgebied.

In het kader van deze bepalingen wordt het territorialiteitsbeginsel toegepast dat uitermate belangrijk is in het kader van de dubbele strafbaarstelling. Deze dubbele territorialiteitsclausule is van toepassing op alle strafbare feiten, zowel die waarvoor de controle op de dubbele strafbaarstelling nog steeds geldt, als die waarvoor die controle wordt opgeheven. Ingeval het Europees aanhoudingsbevel immers betrekking heeft op een feit vermeld in de lijst en niet strafbaar is overeenkomstig het recht van de uitvoerende Staat, kan de uitvoerende rechterlijke autoriteit de overlevering weigeren, behalve wegens feiten gepleegd op het grondgebied van de uitvaardigende Staat. In alle andere gevallen kunnen voornoemde redenen inzake niet-tenuitvoerlegging worden toegepast.

3.2.2.6. Verstekvonnis (artikel 7)

Indien de betrokken persoon niet persoonlijk is gedagvaard of op een andere wijze in kennis is gesteld van de datum en de plaats van de terechtzitting waarop het verstekvonnis is geweest, kan de overlevering afhankelijk worden gesteld van de voorwaarde dat de uitvaardigende rechterlijke autoriteit waarborgen biedt die als toereikend worden beschouwd om de persoon op wie het Europees aanhoudingsbevel betrekking heeft, ervan te verzekeren dat hij in de uitvaardigende Staat om een nieuwe vonnisprocedure kan vragen en in zijn aanwezigheid worden berecht. Deze omschrijving stemt overeen met de omschrijving van verstek gegeven in resolutie 75 (11) van de Raad van Europa.

In artikel 7, tweede lid, van de wet is nader omschreven wat moet worden verstaan onder «als toereikend beschouwd waarborgen», teneinde te voorkomen dat de Belgische rechterlijke autoriteiten die zich over de verzoeken moeten uitspreken, een verschillende aanpak hanteren, namelijk het gegeven dat in het recht van de uitvaardigende Staat een bepaling bestaat die voorziet in de mogelijkheid tot hoger beroep en in de voorwaarden voor het instellen ervan, waaruit blijkt dat de persoon daadwerkelijk beroep kan instellen.

3.3. Vormvoorwaarden

3.3.1. Formulier (artikel 2, § 4)

Om geldig te zijn moet een Europees aanhoudingsbevel een aantal van de in artikel 2, § 4, van de wet opgesomde gegevens bevatten. De daarin bepaalde vermeldingen zijn noodzakelijk opdat de uitvoerende rechterlijke autoriteit controle kan verrichten en zich op grond daarvan kan uitspreken over de beslissing tot overlevering van de persoon.

Die gegevens moeten worden vermeld op het formulier dat in alle lid-Staten wordt aangewend en is goedgekeurd door de Raad van de Europese Unie. Dit formulier gaat als bijlage bij deze circulaire.

3.3.2. Talen (artikel 2, § 5 en 6)

Om ontvankelijk te zijn, moet een Europees aanhoudingsbevel zijn opgesteld in een van de drie officiële talen van België : Nederlands, Frans of Duits.

In voorkomend geval wordt het Europees aanhoudingsbevel ontvangen in een van de drie officiële talen van België vertaald in de taal van de rechtspleging, zulks overeenkomstig de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken.

3.3.2.1. Bijzonder geval : onjuist, onvolledig of onduidelijk formulier

Krachtens de wet is het gegeven dat het Europees aanhoudingsbevel kennelijk onjuist, onvolledig of onduidelijk is, geen grond tot weigering.

In dat geval is het aan de onderzoeksrechter om aan de uitvaardigende lidstaat met spoed de nodige bijkomende gegevens te vragen (artikel 15).

4. Voorwaarden voor de uitvaardiging van een Europees aanhoudingsbevel door een Belgische rechterlijke autoriteit

4.1. Grondvoorwaarden

4.1.1. Voorwaarden voor de uitvaardiging van een aanhoudingsbevel op nationaal vlak

Een Europees aanhoudingsbevel moet zijn gegrond op het bestaan van een uitvoerbaar vonnis, van een bevel tot aanhouding bij verstek of van enige andere uitvoerbare rechterlijke beslissing met dezelfde rechtskracht (artikel 2, § 4, 3°). Een bevel tot medebrenging kan geen grondslag vormen voor een Europees aanhoudingsbevel.

Om geldig te zijn moet een Europees aanhoudingsbevel uitgevaardigd door een Belgische rechterlijke autoriteit de grond- en vormvereisten vervullen bedoeld in de artikelen 2 en 3 van de wet.

In geval van een Europees aanhoudingsbevel uitgevaardigd met het oog op vervolging bevat het Belgische dossier van het gerechtelijk onderzoek noodzakelijkerwijs het Europees aanhoudingsbevel en een bevel tot aanhouding bij verstek (ook internationaal aanhoudingsbevel genoemd) dat de grond- en vormvereisten moet vervullen bedoeld in de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis. Dit laatste aanhoudingsbevel wordt betekend aan de betrokken persoon zodra hij op het Belgische grondgebied aankomt.

België kan de overlevering vragen van een minderjarige die meer dan 16 jaar oud is ingeval de jeugdrechter de zaak uit handen geeft ten voordele van een gemeenschappelijke rechtbank die een straf of een veiligheidsmaatregel kan uitspreken (artikel 38 van de wet van 8 april 1965).

4.1.2. Strafdrempels (artikel 3)

In artikel 3 worden de strafdrempels bepaald vanaf welke een aanhoudingsbevel kan worden uitgevaardigd. Dat betekent dat ten aanzien van een persoon geen Europees aanhoudingsbevel kan worden uitgevaardigd wegens feiten waarvoor krachtens de Belgische wet een vrijheidsbenemende straf of veiligheidsmaatregel van minder dan 12 maanden geldt of, wanneer de veroordeling reeds heeft plaatsgevonden of de veiligheidsmaatregel reeds is opgelegd, wegens straffen of veiligheidsmaatregelen met een duur van minder dan 4 maanden.

Ingeval de persoon wordt gezocht met het oog op vervolging moet het Europees aanhoudingsbevel eveneens de voorwaarden naleven bedoeld in de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis en inzonderheid artikel 16 waarin voor de op te leggen straf een drempel van een jaar is vastgelegd. Aangezien een bevel tot aanhouding bij verstek noodzakelijk is met het oog op een Europees aanhoudingsbevel, moeten de voorwaarden samen worden gevoegd. Een jaar is bijgevolg vereist voor het opmaken van een Europees aanhoudingsbevel.

4.1.3. Vereiste van de dubbel strafbaarstelling

De uitvaardigende rechterlijke autoriteit moet op het tijdstip waarop zij een Europees aanhoudingsbevel verleent bepalen of de feiten wegens welke de persoon wordt vervolgd of is veroordeeld, deel uitmaken van de lijst van de 32 strafbare feiten.

Opmerking : Met betrekking tot punt 30° van de lijst moet worden onderstreept dat niet alle strafbare feiten bedoeld in titel Ibis van het Strafwetboek inzake de ernstige schendingen van het internationaal humanitair recht onder de rechtsmacht van het Internationaal Strafgerechthof ressorteren. In dat geval kan een Europees aanhoudingsbevel worden uitgevaardigd, maar moet de voorwaarde van de dubbele strafbaarstelling niettemin worden vervuld.

4.2. Vormvoorwaarden

4.2.1. Formulier (artikel 2, § 4)

Voor het formulier, zie afdeling 3.3.1, van deze circulaire.

Het origineel van het Europees aanhoudingsbevel wordt in drie exemplaren uitgevaardigd. Het eerste exemplaar wordt bewaard door de uitvaardigende autoriteit, het tweede wordt in bewaring toegezonden aan het SIRENE-bureau en overgezonden door de politiediensten (ingeval het bevel via het Schengeninformatiesysteem wordt overgezonden) en het derde moet aan de uitvoerende rechterlijke autoriteit worden toegezonden. Ter herinnering : een kopie wordt ter informatie aan de Federale Overheidsdienst Justitie toegezonden.

Het Europees aanhoudingsbevel als dusdanig moet aan de uitvoerende autoriteit worden toegezonden, zonder dat de nationale beslissing die eraan ten grondslag ligt erbij moet worden gevoegd.

Per persoon moet een enkel Europees aanhoudingsbevel worden uitgevaardigd en ten aanzien van een zelfde persoon mag een enkel Europees aanhoudingsbevel worden uitgevaardigd wegens verschillende strafbare feiten. Het volgende criterium moet in aanmerking worden genomen : een enkel Europees aanhoudingsbevel per dossier of aanhangigmaking. Ingeval verschillende strafbare feiten in aanmerking zijn genomen ten laste van de verdachte, is een systeem van nummering van de strafbare feiten raadzaam.

Indien in voorkomend geval blijkt dat de betrokken persoon wordt vervolgd of veroordeeld in andere dossiers in hetzelfde of een ander gerechtelijk arrondissement, moeten twee of meer Europese aanhoudingsbevelen worden opgemaakt en gelijktijdig verstuurd.

Het is van belang zo volledig mogelijk te zijn bij de vermelding van de feiten die aan het Europees aanhoudingsbevel ten grondslag liggen, teneinde met het specialiteitsbeginsel rekening te houden.

Ingeval een rubriek van het formulier niet relevant is voor het betrokken geval, moet zulks duidelijk worden aangegeven met de vermelding «is niet van toepassing».

De persoon gezocht met het oog op de tenuitvoerlegging van een straf of van een veiligheidsmaatregel, welke bij verstek is uitgesproken, kan in België verzet doen tegen de beslissing en in zijn aanwezigheid worden berecht. De uitvaardigende rechterlijke autoriteit is verplicht het bestaan van deze waarborg te vermelden in het Europees aanhoudingsbevel (kader d) van het formulier - artikel 32 van de wet).

4.2.2. Talen (artikel 2, §§ 5 en 6)

Opdat het Europees aanhoudingsbevel ontvankelijk zou zijn, moet het aan de uitvoerende rechterlijke autoriteit worden overgezonden, samen met een vertaling in een taal die door de uitvoerende Staat wordt aanvaard.

Het uitvaardigende parket is belast met de vertaling van het Europees aanhoudingsbevel in de taal of in een van de talen die de uitvoerende Staat aanvaardt.

Het is van belang na te gaan of in de vertaling van het Europees aanhoudingsbevel de vakken van de lijst met strafbare feiten bedoeld in artikel 5, § 2, van de wet zijn aangekruist overeenkomstig het oorspronkelijke Europees aanhoudingsbevel.

Om het taalstelsel te kennen dat geldt in elke lidstaat, raadpleeg de overzichtstabel in bijlage 5.

4.3. Waarborgen

4.3.1. Stelsel betreffende de onderdanen en ingezetenen

De buitenlandse uitvoerende rechterlijke autoriteit kan de tenuitvoerlegging van een Europees aanhoudingsbevel door een Belgische autoriteit toestaan op voorwaarde dat de betrokken persoon na veroordeling in België opnieuw wordt overgebracht naar de uitvoerende staat teneinde er zijn straf te ondergaan.

Zodra een dergelijk verzoek aan België wordt gedaan, richt het parket zich tot de Federale Overheidsdienst Justitie om de officiële waarborg te verkrijgen dat de betrokken persoon na zijn veroordeling in België daadwerkelijk aan de buitenlandse staat wordt overgeleverd teneinde er zijn straf te ondergaan.

Die latere overlevering stemt overeen met een overbrenging, zijnde een procedure waarvoor de beslissing enkel toekomt aan de regeringsautoriteit, overeenkomstig voornoemde wet van 13 mei 1990.

Gelet op het gegeven dat de beslissing hoe dan ook moet worden genomen, is de Federale Overheidsdienst Justitie gemachtigd om het parket te machtigen de betrokken buitenlandse autoriteit kennis te geven van die waarborg inzake terugkeer.

4.3.2. Verstekvonnis

De buitenlandse uitvoerende rechterlijke autoriteit kan de tenuitvoerlegging van een Europees aanhoudingsbevel door een Belgische autoriteit toestaan op voorwaarde dat de bij verstek veroordeeld betrokken persoon een nieuwe vonnisprocedure kan vragen en in zijn aanwezigheid worden berecht. Met het oog hierop kan de uitvoerende autoriteit een waarborg vereisen.

Het wordt aan de rechterlijke autoriteiten aanbevolen om bijzonder precies te zijn bij de formulering van deze waarborg die zal bestaan in het geven van de bepaling van het Belgische recht die voorziet in de mogelijkheid tot hoger beroep en in de voorwaarden voor het instellen ervan, waaruit blijkt dat de persoon daadwerkelijk beroep kan instellen.

5. Procedure in geval van tenuitvoerlegging in België van een Europees aanhoudingsbevel

5.1. Normale procedure voor de tenuitvoerlegging van een Europees aanhoudingsbevel in België

Een schema over de procedure in geval van de tenuitvoerlegging van een Europees aanhoudingsbevel door België gaat als bijlage bij deze circulaire (zie bijlage 3).

5.1.1. Aanhouding van de persoon

5.1.1.1. De signalering in het SIS wordt gelijkgesteld met een Europees aanhoudingsbevel (artikel 9).

In tegenstelling tot het vroegere uitleveringsstelsel heeft de signalering in het Schengeninformatiesysteem niet langer de loutere waarde van een voorlopig verzoek om aanhouding (artikel 64 van de Schengenovereenkomst), maar de waarde van een Europees aanhoudingsbevel.

Bij wijze van overgang en in afwachting dat het Schengeninformatiesysteem alle gegevens die voor het Europees aanhoudingsbevel zijn vereist kan verzenden (te weten in afwachting van de installatie van het voor 2007 geplande SIS II), moet de signalering worden gevolgd door de overzending van het origineel van het Europees aanhoudingsbevel of van een eensluidend afschrift, samen met een vertaling in het Nederlands, Frans of Duits.

De wet voorziet niet in een **ontvangstermijn** van het origineel of van een afschrift van het Europees aanhoudingsbevel. Het Europees aanhoudingsbevel moet evenwel beschikbaar zijn in de taal van de rechtspleging op het tijdstip dat de persoon toegang moet hebben tot zijn dossier vooraleer voor de raadkamer te verschijnen, dus 24 uur voor de zitting. De uitvaardigende autoriteit moet hierop worden gewezen, alsook in kennis worden gesteld van de uiterste datum voor de mededeling van het Europees aanhoudingsbevel. Bij voorkeur wordt voorzien in een termijn van 10 dagen te rekenen vanaf de aanhouding van de persoon, zoals vermeld in de overzichtstabel die als bijlage 5 gaat. Die mededeling kan onmiddellijk worden gedaan via het SIRENE-bureau nadat de persoon is tegengehouden (concreet via de toezending van een SIRENE-formulier : G).

Ingevolge de aanhouding van een persoon deelt het SIRENE-bureau aan de bevoegde Belgische rechterlijke autoriteit onmiddellijk het bestaan en de inhoud mee van het Europees aanhoudingsbevel dat ten aanzien van de persoon is uitgevaardigd. Die mededeling wordt in de vorm van formulier A gedaan (het gaat om het formulier dat wordt gebruikt voor de signaleringen en gegrond is op artikel 95 van de overeenkomst ter uitvoering van het Schengenakkoord), aangevuld met een formulier M dat alle nuttige aanvullende gegevens bevat. Er moet worden opgemerkt dat die formulieren gewoonlijk in het Engels zijn opgesteld. Aan het SIRENE-bureau kan evenwel om een officiële vertaling worden verzocht.

Ter herinnering : die gegevens zijn vereist opdat de onderzoeksrechter de persoon binnen 24 uur na zijn aanhouding in kennis kan stellen van het bestaan en de inhoud van het Europees aanhoudingsbevel dat ten aanzien van hem is uitgevaardigd (artikel 11).

5.1.1.2. Het Europees aanhoudingsbevel of de signalering in het Schengeninformatiesysteem vormt de rechtsgrondslag voor de aanhouding van de betrokken persoon.

Het openbaar ministerie heeft geen beoordelingsbevoegdheid inzake de opportuniteit van de aanhouding.

Het moet alle nodige maatregelen nemen om de gezochte persoon te lokaliseren en om hem te laten aanhouden op grond van de Schengensignalerings.

De onderzoeksrechter zal worden verzocht het Europees aanhoudingsbevel ten uitvoer te leggen door middel van het standaardformulier dat als bijlage 2 gaat :

- voor de aanhouding van de gezochte persoon. Bij voorbeeld, ingeval het Europees aanhoudingsbevel wordt vergezeld van een internationaal rechtshulpverzoek dat doelt op een bijzondere onderzoeksmaatregel (huismoeking, telefonie);
- of op het tijdstip van de aanhouding van de gezochte persoon.

5.1.1.3. De internationale signalering (Interpol)

De diensten van Interpol blijven belangrijk in een eerste fase wanneer het gaat om Europese aanhoudingsbevelen die door de nieuwe lid-Staten worden overgezonden. De 10 nieuwe lid-Staten zullen immers slechts deelnemen aan het SIS vanaf de invoering van SIS II, die voor 2007 is gepland.

Een internationale signalering (Interpol) vormt een toereikende grondslag voor de voorlopige aanhouding van de persoon. In dat geval moeten de politiediensten dringend verzoeken om de toezending van het Europees aanhoudingsbevel, van een kopie ervan of van een Schengensignalerings teneinde de persoon binnen 24 uur voor de onderzoeksrechter te brengen. De uitvoerende autoriteit beschikt over een aanvullende termijn van 10 dagen om de vertaling ervan over te zenden.

5.1.2. Beslissing van de onderzoeksrechter

Binnen 24 uur na de daadwerkelijke vrijheidsbeneming van de betrokken persoon, brengt de onderzoeksrechter hem op de hoogte van :

1. het bestaan en de inhoud van het Europees aanhoudingsbevel.

In werkelijkheid zal hij meestal enkel beschikken over de Schengensignalering, die in de taal van de rechtspleging zal zijn vertaald. Dat document volstaat om aan de wettelijke voorschriften te voldoen;

2. de mogelijkheid in te stemmen met zijn overlevering aan de uitvaardigende rechterlijke autoriteit.

Het openbaar ministerie zal oordelen of het noodzakelijk is de betrokken persoon samen met zijn advocaat binnen zeer korte termijn op te roepen om voor hem te verschijnen ingeval het van oordeel is dat die persoon niet op toereikende wijze op de hoogte is gebracht over de mogelijkheden om in te stemmen en de gevolgen ervan.

Ingeval de betrokken persoon voor de onderzoeksrechter duidelijk heeft ingestemd met zijn overlevering zal de procedure omschreven in onderstaand punt 5.3.2. worden toegepast.

3. het recht een advocaat en een tolk te kiezen volgens de toepasselijke regels van het Belgische recht

Na dit eerste verhoor wijst de onderzoeksrechter een met redenen omklede beschikking die betrekking heeft op :

— de vrijheidsbeneming (zie verder);

— het bestaan van een kennelijke weigeringsgrond (zie verder).

5.1.2.1. Verzoek om bijkomende gegevens (artikel 15)

Ingeval de onderzoeksrechter van oordeel is dat hij niet beschikt over de gegevens die zijn vereist om een advies te verlenen over de beslissing tot tenuitvoerlegging van het Europees aanhoudingsbevel, kan hij vragen dat de uitvaardigende autoriteit ze meedeelt. Indien nodig kan hij daarvoor een beroep doen op de diensten van het Belgische aanspreekpunt van het Europees justitieel netwerk.

De mededeling moet worden verricht binnen een termijn die korter is dan die waarbinnen de raadkamer moet beslissen (te weten 15 dagen te rekenen van de daadwerkelijke vrijheidsbeneming van de persoon). De onderzoeksrechter kan een uiterste datum voor de ontvangst ervan vaststellen, waarbij hij ermeê rekening houdt dat de bijkomende gegevens uiterlijk 24 uur voor de zitting bij het dossier van de rechtspleging moeten worden gevoegd.

5.1.3. Beslissing tot tenuitvoerlegging van het Europees aanhoudingsbevel

5.1.3.1. Specialiteitsbeginsel (artikel 16, § 4)

Overeenkomstig de artikelen 27 en 28 van het kaderbesluit wordt het specialiteitsbeginsel toegepast op de beslissing tot tenuitvoerlegging van het Europees aanhoudingsbevel.

Dat beginsel moet ten behoeve van de uitvaardigende autoriteit duidelijk worden vermeld in de beslissing van de raadkamer. De volgende formule zou een normale clausule moeten zijn in iedere beslissing tot tenuitvoerlegging van een Europees aanhoudingsbevel, zulks zonder de instemming van de betrokken persoon :

« De persoon op wie deze beslissing van toepassing is, mag niet worden vervolgd, berecht of van zijn vrijheid beroofd wegens enig ander voor de overlevering begaan strafbaar feit dan dat welk de reden voor de overlevering is geweest, zulks overeenkomstig de bepalingen van het recht van de uitvaardigende Staat genomen overeenkomstig de artikelen 27 en 28 van het kaderbesluit 2002/584/JBZ van 13 juni 2002 betreffende het Europees aanhoudingsbevel en de procedures van overlevering tussen de lid-Staten ».

5.1.3.2. Gevolgen van de overschrijding door de onderzoeksgerechten van de termijn waarover zij beschikken om te beslissen (artikelen 16, § 5, en 17, § 4, tweede lid)

Artikel 16, § 5, heeft betrekking op de gevolgen ingeval de raadkamer de termijn waarover zij beschikt om te beslissen (15 dagen), heeft overschreden.

Ingeval de raadkamer deze termijn niet naleeft, beveelt de onderzoeksrechter de invrijheidstelling van de betrokken persoon. Het openbaar ministerie beschikt dan over een termijn van 24 uur om beroep in te stellen tegen de beschikking van de onderzoeksrechter tot invrijheidstelling. Die beslissing heeft tot gevolg dat de kamer van inbeschuldigingstelling zich moet uitspreken over de tenuitvoerlegging van het Europees aanhoudingsbevel.

Wanneer de kamer van inbeschuldigingstelling de termijn waarbinnen zij moet beslissen (15 dagen), heeft overschreden, wordt de persoon eveneens in vrijheid gesteld, waarbij geen beroep vanwege het openbaar ministerie mogelijk is.

De rechterlijke autoriteiten worden gewezen op artikel 19 van de wet, waarin is bepaald dat wanneer de volledige termijn van de procedure 60 dagen (3) overschrijdt, het openbaar ministerie de betrokken persoon en de uitvaardigende rechterlijke autoriteit daarvan onmiddellijk in kennis moet stellen met opgave van de redenen van de vertraging. In een dergelijk geval kan de termijn met dertig dagen worden verlengd.

Ingeval de verlengde termijn van 90 dagen wordt overschreden, stelt het openbaar ministerie daarvan onmiddellijk de federale procureur in kennis, die op zijn beurt Eurojust en de Federale Overheidsdienst Justitie in kennis stelt, met opgave van de redenen van de vertraging.

5.1.3.3. Begin van de proceduretermijnen ingeval de betrokken persoon reeds in België is gedetineerd

Zodra een Europees aanhoudingsbevel in een correcte en behoorlijke vorm wordt ontvangen, moet de procureur des Konings het ten uitvoer leggen zonder het einde van de Belgische procedure af te wachten.

De enige termijn waarmee rekening moet worden gehouden is die van de beslissing van de raadkamer betreffende de tenuitvoerlegging van het Europees aanhoudingsbevel. Die termijn van 15 dagen gaat in te rekenen vanaf de kennisgeving van het Europees aanhoudingsbevel aan de betrokkene.

De termijn voor het voorgeleiden voor de onderzoeksrechter binnen 24 uur na de aanhouding is niet van belang, aangezien de onderzoeksrechter de betrokkene (die reeds gedetineerd is in het kader van een procedure in België) kan oproepen teneinde het buitenlands Europees aanhoudingsbevel te bevestigen wanneer hij zulks wenst (maar voor de behandeling door de raadkamer). Bij dat eerste verhoor moet de onderzoeksrechter uitspraak doen over eventuele kennelijke gronden om de overlevering te weigeren (weigeringsgronden) en om de vrijheidsbeneming te bevestigen. In een dergelijk geval zal de persoon dus gedetineerd blijven op grond van verschillende bevelen.

In geval van een positieve beslissing betreffende de tenuitvoerlegging van het Europees aanhoudingsbevel kan het openbaar ministerie gebruik maken van de krachtens de wet geboden mogelijkheid van uitgestelde of tijdelijke overlevering (artikel 24).

5.1.3.4. Schorsing van de termijnen – Verzoeken tot uitstel

De termijnen worden geschorst tijdens de duur van het uitstel verleend op verzoek van de betrokken persoon of van zijn raadsman (artikel 19, § 3). Uitstel waarom het openbaar ministerie heeft verzocht schorst de termijnen niet.

5.1.3.5. Mededeling van de beslissing aan de bevoegde autoriteit van de uitvaardigende Staat

Het openbaar ministerie is de gesprekspartner van de uitvaardigende rechterlijke autoriteit.

Het openbaar ministerie betekent de definitieve beslissing omtrent de tenuitvoerlegging van het Europees aanhoudingsbevel onmiddellijk aan de betrokken persoon en aan de uitvaardigende rechterlijke autoriteit (artikel 21). De mededeling van de beslissing aan de uitvaardigende rechterlijke autoriteit is niet onderworpen aan enige bijzondere formaliteit, voor zover de uitvaardigende autoriteit een schriftelijk bewijs ervan kan houden.

In de wet is niet nader bepaald op welke wijze het openbaar ministerie met de uitvaardigende autoriteit communiceert. Die nadere bepaling is opzettelijk weggelaten met het oog op de eventuele evolutie in de communicatietechnologieën. De mededeling kan rechtstreeks of via het SIRENE-bureau worden gedaan. Er worden thans andere communicatiemiddelen uitgewerkt (in de toekomst zal een beveiligd telecommunicatiesysteem de aanspreekpunten van het Europees justitieel netwerk met elkaar verbinden).

Ingeval de definitieve beslissing over de tenuitvoerlegging van het Europees aanhoudingsbevel negatief is, wordt het SIRENE-bureau ervan op de hoogte gebracht en plaatst het een geldigheidsindicator op de eventuele signalering van de betrokken persoon.

5.1.4. Overlevering (artikel 22)

Ingeval de definitieve beslissing over de tenuitvoerlegging van het Europees aanhoudingsbevel positief is, komt het openbaar ministerie met de bevoegde autoriteit van de uitvaardigende Staat overeen voor de overlevering van de persoon op wie het voornoemd bevel betrekking heeft. De betrokken persoon wordt eveneens onmiddellijk daarvan in kennis gesteld.

Bij de overlevering van de persoon in de uitvoerende Staat zijn de bestaande regels inzake de verplaatsing van politieambtenaren van toepassing.

5.1.4.1. Geval van overmacht (artikel 22, § 2)

Ingeval de betrokken persoon ingevolge overmacht niet kan worden overgeleverd binnen de gestelde termijn, treedt het openbaar ministerie onmiddellijk in contact met de bevoegde autoriteit van de uitvaardigende Staat teneinde een nieuwe datum voor de overlevering vast te stellen. Die nieuwe datum moet worden vastgesteld uiterlijk 10 dagen na het verstrijken van de eerste termijn van 10 dagen na de definitieve beslissing tot tenuitvoerlegging van het Europees aanhoudingsbevel (ten laatste 20 dagen na de definitieve beslissing tot tenuitvoerlegging van het Europees aanhoudingsbevel). Er moet worden opgemerkt dat de wet ter zake strikter is dan het kaderbesluit waarin deze laatste voorwaarde niet is opgenomen. De betrokken persoon wordt van de nieuwe datum in kennis gesteld.

In elk geval moet de overlevering uiterlijk 10 dagen na de overeengekomen datum voor de overlevering plaatsvinden. Indien geen nieuwe datum is overeengekomen of de overlevering niet binnen de laatste termijn is uitgevoerd, wordt de persoon opnieuw in vrijheid gesteld ingeval hij zich nog steeds in hechtenis bevindt.

5.1.4.2. Tijdelijke opschorting van de overlevering wegens ernstige humanitaire redenen (artikel 23)

Aangezien het gaat om een wijze voor de tenuitvoerlegging van een definitieve beslissing tot tenuitvoerlegging van het Europees aanhoudingsbevel, moet het openbaar ministerie het bestaan vaststellen van de ernstige humanitaire reden alsook van de verdwijning ervan.

Zodra deze redenen niet meer bestaan, is er geen reden meer tot opschorting en moet de persoon worden overgeleverd. Het openbaar ministerie stelt de verdwijning van de ernstige humanitaire redenen vast. De uitvaardigende rechterlijke autoriteit wordt op de hoogte gehouden van deze ontwikkelingen en een nieuwe datum voor de overlevering wordt in onderling overleg vastgesteld. Die nieuwe datum wordt vastgesteld uiterlijk binnen 10 dagen nadat het openbaar ministerie de uitvaardigende autoriteit daarvan in kennis heeft gesteld. De betrokken persoon wordt daarvan in kennis gesteld.

5.1.4.3. Uitgestelde overlevering (artikel 24)

Ingeval de persoon op wie het Europees aanhoudingsbevel van toepassing is, in België wordt vervolgd of hij reeds is veroordeeld en indien de feiten die hem ten laste worden gelegd verschillen van die bedoeld in het Europees aanhoudingsbevel, voorziet de wet in de mogelijkheid van een uitgestelde of tijdelijke overlevering (zie afdeling 5.1.4.4).

De uitgestelde overlevering kan bijvoorbeeld worden toegepast wanneer de persoon tegen wie het Europees aanhoudingsbevel is uitgevaardigd, in het verleden door een gerecht van de uitvoerende lidstaat is veroordeeld wegens andere strafbare feiten dan die welke hem in het genoemde bevel ten laste worden gelegd en deze straf nooit ten uitvoer is gelegd. De uitvoerende lidstaat zou derhalve ernaar kunnen streven deze persoon niet onmiddellijk aan de uitvaardigende lidstaat over te leveren en hem eerst zijn gevangenisstraf waartoe hij eerder is veroordeeld, te laten uitzitten. In dit geval vindt de overlevering plaats zodra de persoon zijn straf heeft ondergaan, zulks overeenkomstig het recht van toepassing op de tenuitvoerlegging van straffen in België.

Ingeval ten aanzien van de betrokken persoon nog een opsporingsonderzoek of een gerechtelijk onderzoek loopt in België wegens feiten die verschillen van die waarvoor het Europees aanhoudingsbevel is uitgevaardigd, kan de overlevering eveneens worden uitgesteld tot de eventuele beslissing tot buitenvervolginstelling of tot na de tenuitvoerlegging van de gevangenisstraf die hem eventueel wordt opgelegd.

Het behoort tot de bevoegdheid van het openbaar ministerie te beslissen of voorrang moet worden verleend aan het opsporingsonderzoek of het gerechtelijk onderzoek dat in België loopt dan wel aan het verzoek tot overlevering dat is gegrond op het Europees aanhoudingsbevel.

5.1.4.4. Tijdelijke overlevering (artikel 24)

De uitgestelde overlevering kan daarentegen worden vervangen door een tijdelijke overlevering. De wijze waarop en de voorwaarden daaromtrent moeten in onderling overleg tussen de betrokken autoriteiten worden bepaald. Deze laatste procedure kan bijvoorbeeld worden gevolgd ingeval zij noodzakelijk is om het verlies van bewijsstukken in de uitvaardigende Staat te voorkomen of om de gelijktijdige berechting van de betrokken persoon en van de medeverdachten mogelijk te maken, of nog ingeval de feiten waarvoor de persoon in de uitvaardigende staat wordt vervolgd, op korte termijn kunnen verjaren.

5.1.5. Overdracht van voorwerpen (artikel 26)

De voorwerpen die kunnen dienen als overtuigingsstuk of die zijn verkregen door het strafbare feit, worden aan de uitvaardigende rechterlijke autoriteit bezorgd, hetzij op haar verzoek, hetzij op eigen initiatief door de raadkamer. De aandacht van de rechterlijke autoriteiten wordt gevestigd op deze mogelijkheid waarover de uitvaardigende rechterlijke autoriteit beschikt om de voorwerpen te bezorgen, hetgeen de mogelijkheid biedt geen gebruik te moeten maken van een met het Europees aanhoudingsbevel parallele ambtelijke opdracht (zie kader g) van het formulier).

Naar analogie van artikel 11 van de uitleveringswet van 15 maart 1874 kan de raadkamer eventueel de teruggave van de stukken en voorwerpen bevelen. Zij beslist ook over terugvorderingen van derde bezitters of van andere rechthebbenden.

De tenuitvoerlegging van de inbeslagneming gebeurt overeenkomstig het Belgische recht.

5.2. Procedure in geval van een kennelijke weigeringsgrond (artikel 14)

Een schema over de procedure in geval van een kennelijke weigeringsgrond voor de overlevering gaat als bijlage bij deze circulaire (bijlage 4).

Ingeval de onderzoeksrechter naar aanleiding van het eerste verhoor bedoeld in artikel 11 het bestaan vaststelt van een **kennelijke weigeringsgrond**, moet hij onverwijld een **met redenen omklede beslissing** tot niet-tenuitvoerlegging nemen.

Deze procedure bij hoogdringendheid beoogt een onwerkzame hechtenis van de betrokken persoon zo veel mogelijk te voorkomen. Dientengevolge worden de kennelijke weigeringsgronden enkel beschouwd in het kader van de toepassing van een weigeringsgrond waarvoor geen contradictoir debat inzake de opportuniteit noodzakelijk is.

In elk geval moet de onderzoeksrechter bij wie een Europees aanhoudingsbevel aanhangig is gemaakt uitspraak erover doen of de persoon al dan niet in hechtenis wordt gehouden en ingeval een kennelijke weigeringsgrond wordt vastgesteld, moet de persoon in vrijheid worden gesteld. De onderzoeksrechter kan hem verzoeken ter beschikking te blijven van de Belgische rechterlijke of politieke autoriteiten.

Ingeval de definitieve beslissing over de tenuitvoerlegging van het Europees aanhoudingsbevel negatief is, wordt het SIRENE-bureau ervan op de hoogte gebracht en plaatst het een geldigheidsindicator op de eventuele signalering van de betrokken persoon.

5.3. Procedure in geval van toestemming van de persoon (artikel 13)

De wet voorziet in een vereenvoudigde procedure ingeval de persoon instemt met zijn overlevering.

5.3.1. Gevolgen van de instemming

Door de instemming ziet de persoon af van de mogelijkheid een beroep te doen op het specialiteitsbeginsel.

De instemming wordt beschouwd als een recht van de gezochte persoon en kan in ieder stadium van de procedure worden gegeven of ingetrokken tot op het tijdstip van de daadwerkelijke overlevering. Om die reden wordt de periode tussen de datum van de instemming en de datum van de intrekking ervan niet in aanmerking genomen voor de vaststelling van de termijnen (in die zin, zie de beschikking van de raadkamer van de rechtbank van eerste aanleg te Eupen, gewezen op 12 oktober 2004).

5.3.2. Optekening van instemming

Om geldig te zijn moet de instemming worden opgetekend door de procureur des Konings. Ingevolge de instemming van de betrokken persoon beslist de procureur des Konings over de tenuitvoerlegging van het Europees aanhoudingsbevel. Dit strekt ertoe te voorkomen dat ingeval ten aanzien van de persoon verschillende Europese aanhoudingsbevelen zijn uitgevaardigd, hij kan kiezen voor de volgens hem meest gunstige en zodoende zich kan onttrekken aan de controle van de raadkamer krachtens artikel 29 van de wet.

Deze procedure is niet van toepassing ingeval de onderzoeksrechter een kennelijke weigeringsgrond vaststelt (artikel 14 van de wet).

De optekening van de instemming door het openbaar ministerie kan vervolgens plaatsvinden na het eerste verhoor van de onderzoeksrechter. Het is niet nodig te wachten op de ontvangst van het origineel (of van een eensluidend afschrift) van het Europees aanhoudingsbevel.

Het verhoor door de onderzoeksrechter is verplicht zelfs ingeval de aangehouden persoon met zijn overlevering instemt voor het verstrijken van de termijn van 24 uur na zijn aanhouding.

Artikel 11 van de wet, van toepassing krachtens artikel 13, § 3, voorziet in het optreden van de onderzoeksrechter uiterlijk binnen 24 uur na de vrijheidsbeneming; hij wordt niet vrijgesteld van optreden ingeval de duur van de vrijheidsbeneming korter is dan die termijn.

In artikel 11, § 1, 2°, is bovendien bepaald dat de onderzoeksrechter de persoon in kennis moet stellen van de mogelijkheid in te stemmen met zijn overlevering. Het optreden van de onderzoeksrechter is bijgevolg absoluut noodzakelijk teneinde hem de mogelijkheid te bieden de persoon in kennis te stellen van de gevolgen van zijn instemming en inzonderheid van het gegeven dat hij door de instemming afziet van de mogelijkheid een beroep te doen op het specialiteitsbeginsel.

5.4. Beslissingen inzake de detentie van de persoon tijdens de procedure

5.4.1. De onderzoeksrechter beslist tot detentie van de persoon binnen 24 uur na de aanhouding (artikel 11)

Hij kan bevelen de persoon in hechtenis te nemen of te houden. Hij kan eveneens bevelen dat de persoon in vrijheid wordt gesteld onder voorwaarden of mits betaling van een borgsom. In dat geval moet hij zich ervan vergewissen dat de persoon ter beschikking van het gerecht blijft.

De onderzoeksrechter kan in dit geval ook beslissen tot de niet-tenuitvoerlegging van het Europees aanhoudingsbevel ingeval een kennelijke weigeringsgrond bestaat (zie afdeling 5.2).

Tegen de beschikking van de onderzoeksrechter die beslist over de vrijheidsbeneming tijdens de procedure van onderzoek van het Europees aanhoudingsbevel staat geen rechtsmiddel open (artikel 11, § 7, van de wet).

5.4.2. Handhaving van de hechtenis tijdens de procedure (artikel 20)

De handhaving van de hechtenis tijdens de procedure wordt enkel onderzocht door de onderzoeksrechter en niet door de onderzoeksgerechten die enkel beslissen over de tenuitvoerlegging van het Europees aanhoudingsbevel.

De beslissing tot detentie wordt genomen door de onderzoeksrechter na afloop van het eerste verhoor. Tegen deze beslissing staat geen rechtsmiddel open. In tegenstelling tot de beschikking van de onderzoeksrechter die beslist over de afgifte van een aanhoudingsbevel op nationaal vlak, is de geldigheid van die beschikking niet beperkt tot 5 dagen maar tot de definitieve beslissing betreffende de tenuitvoerlegging van het Europees aanhoudingsbevel (artikel 20, § 1, van de wet betreffende het Europees aanhoudingsbevel).

Dit verschil houdt verband met de vereisten die eigen zijn aan het stelsel van het Europees aanhoudingsbevel waarvan de doelstelling bestaat in de overlevering van de persoon aan een buitenlandse autoriteit. Deze verschillende behandeling wordt evenwel getemperd door de mogelijkheid die aan de onderzoeksrechter wordt geboden om zijn beslissing te herzien tot de definitieve beslissing betreffende de tenuitvoerlegging van het aanhoudingsbevel door de onderzoeksgerechten.

De onderzoeksrechter beschikt op ieder tijdstip van de procedure over de mogelijkheid de persoon onder voorwaarden of op borgtocht vrij te laten, hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van de betrokken persoon. De betrokken persoon wordt hierover gehoord.

De raadkamer beschikt over een subsidiaire bevoegdheid ingeval de onderzoeksrechter binnen 15 dagen volgend op het verzoek tot voorlopige invrijheidstelling vanwege de betrokken persoon, zulks weigert of daaromtrent geen beslissing neemt.

In dat geval is bij gebreke van een specifieke bepaling en op grond van de algemene beginselen van de strafrechtelijke procedure beroep mogelijk voor de kamer van inbeschuldigingstelling tegen de beslissing van de raadkamer die beslist over de hechtenis, overeenkomstig artikel 20, § 3, van de wet.

5.4.3. Handhaving van de hechtenis na de definitieve beslissing tot tenuitvoerlegging van het Europees aanhoudingsbevel (artikel 20, § 4)

Artikel 20, § 4, voorziet erin dat het definitieve besluit het Europees aanhoudingsbevel ten uitvoer te leggen de titel van vrijheidsbeneming oplevert tot de daadwerkelijke overleving van de persoon aan de uitvaardigende Staat.

Verskillende gevallen kunnen voorkomen :

1. in het definitieve besluit van het onderzoeksgerecht is niet voorzien in voorwaardelijke invrijheidstelling of in invrijheidstelling tegen borgstelling :

Ingeval de persoon gedetineerd was op het tijdstip van de beslissing, blijft hij opgesloten tot zijn daadwerkelijke overlevering.

Ingeval de persoon door de onderzoeksrechter in vrijheid was gesteld onder voorwaarden of tegen borgstelling zal hij op grond van de beslissing van het onderzoeksgerecht opnieuw worden opgesloten tot zijn daadwerkelijke overlevering.

2. het definitieve besluit van het onderzoeksgerecht bevat zelf een voorwaardelijke invrijheidstelling of een invrijheidstelling tegen borgstelling overeenkomstig artikel 20, § 4, tweede lid, van de wet betreffende het Europees aanhoudingsbevel :

Ingeval de persoon gedetineerd was op het tijdstip van de beslissing, wordt hij in vrijheid gesteld tot zijn daadwerkelijke overlevering, op de voorwaarde dat hij ter beschikking van de Justitie blijft en gehoor geeft aan alle oproep. In dat geval wordt de persoon ten hoogste 24 uren voor zijn daadwerkelijke overlevering aan de buitenlandse autoriteiten opgeroepen. Hij zal van tevoren in kennis worden gesteld van de plaats, de datum en het uur van zijn daadwerkelijke overlevering.

5.5. Bijzondere gevallen

5.5.1. De persoon is voordien aan België uitgeleverd of overgeleverd (artikel 27)

De instemming van de Staat die voordien de uitlevering heeft toegestaan, vormt een opschortende voorwaarde voor de aanvang van de in artikel 16 tot 19 omschreven termijnen.

De betrokken persoon wordt op de hoogte gehouden van de stappen die worden ondernomen en van de opschorting van de termijnen. Het openbaar ministerie houdt tevens de uitvaardigende rechterlijke autoriteit op de hoogte van de evolutie van het dossier.

Naar analogie hiervan geldt dezelfde procedure ingeval de persoon aan de uitvoerende Staat krachtens een Europees aanhoudingsbevel is overgeleverd en wordt hij op grond van de beslissing tot tenuitvoerlegging van dat bevel beschermd door de bepalingen van het specialiteitsbeginsel.

5.5.2. Eventuele vervolging voor andere strafbare feiten (artikel 31)

Het specialiteitsbeginsel is van toepassing op de definitieve beslissing tot tenuitvoerlegging van het Europees aanhoudingsbevel.

Artikel 31 betreft het geval waarin de uitvaardigende rechterlijke autoriteit na de overlevering de gezochte persoon wenst te vervolgen, te veroordelen of zijn vrijheid te benemen wegens een ander, voor de overlevering gepleegd strafbaar feit dan dat waarop het Europees aanhoudingsbevel betrekking heeft. In dit geval kan de uitvaardigende rechterlijke autoriteit slechts optreden met de instemming van de raadkamer.

Het verzoek tot instemming moet worden voorgelegd samen met de gegevens vermeld in artikel 2, § 4, van de wet, alsook met een vertaling in een van de officiële talen van België.

De beslissing van de raadkamer wordt gewezen onder dezelfde voorwaarden en aan de hand van een controle identiek aan die omschreven in de wet betreffende tenuitvoerlegging van een Europees aanhoudingsbevel. De maximumtermijn voor deze procedure bedraagt 30 dagen.

Het betreft een procedure op tegenspraak. De persoon kan zich laten vertegenwoordigen door zijn raadsman ingeval hij niet persoonlijk wenst te verschijnen.

5.5.3. Samenloop

5.5.3.1. Samenloop van 2 Europese aanhoudingsbevelen (artikel 29)

Artikel 29 betreft het geval waarin ten aanzien van dezelfde persoon verschillende Europese aanhoudingsbevelen tegelijk door verschillende lid-Staten zijn uitgevaardigd. In dat geval moet de raadkamer zich uitspreken over de keuze van het bevel dat ten uitvoer moet worden gelegd. De territoriaal bevoegde procureur des Konings stelt de federale procureur onmiddellijk daarvan in kennis en maakt de zaak bij de raadkamer aanhangig.

De raadkamer doet uitspraak binnen 15 dagen op advies van de federale procureur, alsook op grond van een aantal factoren die ter informatie in het artikel zijn opgesomd (ernst van de strafbare feiten en plaats waar ze zijn gepleegd, de respectieve data van de verschillende Europese aanhoudingsbevelen, alsook het gegeven dat het bevel is uitgevaardigd met het oog op vervolging of op tenuitvoerlegging van een straf). Er kan rekening worden gehouden met andere omstandigheden, zoals de stand van zaken van de procedure, de nabijheid van het proces, enz. De voorrang die moet worden verleend aan de verschillende criteria moet naar gelang van het geval worden beoordeeld.

Het optreden van de federale procureur met betrekking tot deze bepaling wordt verantwoord door de opdrachten waarmee hij is belast, in het bijzonder het vergemakkelijken van de internationale samenwerking. Bovendien kan de federale procureur om het advies van Eurojust verzoeken teneinde de raadkamer te helpen een keuze te maken. Dat advies kan bijzonder relevant blijken aangezien Eurojust belast is met de bevordering van de coördinatie van de onderzoeken tussen de lid-Staten en zodoende hierover een volledig overzicht heeft.

Het openbaar ministerie stelt de diverse uitvaardigende rechterlijke autoriteiten onmiddellijk in kennis van de beslissing inzake de keuze van het Europees aanhoudingsbevel dat ten uitvoer zal worden gelegd.

5.5.3.2. Conflict tussen het Europees aanhoudingsbevel en een verzoek tot uitlevering (artikel 30)

Artikel 30 is gericht op het geval waarin een conflict bestaat tussen een uitleveringsverzoek van een derde staat en een Europees aanhoudingsbevel. Gelet op de verantwoordelijkheid van de uitvoerende macht inzake de uitleveringsprocedures, moet de regering beslissen.

De territoriaal bevoegde procureur des Konings stelt de federale procureur en de FOD Justitie onmiddellijk daarvan in kennis en bezorgt hen het verslag van de met de zaak belaste onderzoeksrechter.

De regering (concreet de Minister van Justitie) neemt deze beslissing op grond van het met redenen omkleed advies van de federale procureur, van de opmerkingen van de onderzoeksrechter evenals van de omstandigheden omschreven in § 1 van het vorige artikel. De regering (de FOD Justitie) beschikt daartoe over een termijn van 30 dagen.

De termijnen waarover de onderzoeksgerechten en het Hof van Cassatie beschikken om te beslissen worden opgeschort tot de beslissing is genomen omtrent de keuze van het verzoek om overlevering die ten uitvoer moet worden gelegd.

Ingeval voorrang wordt verleend aan het Europees aanhoudingsbevel, moet de raadkamer uitspraak doen over de tenuitvoerlegging ervan. Indien de overlevering van de persoon in dat geval uiteindelijk wordt geweigerd op grond van artikel 16 en volgende van dit ontwerp, kan de uitleveringsprocedure worden voortgezet.

5.5.3.3. Conflict tussen het Europees aanhoudingsbevel en een verzoek tot overlevering van het Internationaal Strafgerechtshof (artikel 30)

Wanneer bijgevolg een verzoek van het Internationaal Strafgerechtshof samenvalt met een Europees aanhoudingsbevel, wordt zulks geregeld overeenkomstig artikel 90 van het Statuut van het Internationaal Strafgerechtshof.

In dit verband moet worden opgemerkt dat thans een circulaire betreffende de behandeling van verzoeken tot overlevering vanwege het Internationale Strafgerechtshof wordt uitgewerkt.

6. Procedure in geval van uitvaardiging in België van een Europees aanhoudingsbevel

6.1. Bevoegde autoriteit (artikel 32)

Ofwel wordt het bevel uitgevaardigd ten aanzien van een persoon gezocht met het oog op vervolging : in dat geval is de onderzoeksrechter die belast is met de zaak, de rechterlijke autoriteit die bevoegd is voor de uitvaardiging van het Europees aanhoudingsbevel.

Ofwel wordt het bevel uitgevaardigd ten aanzien van een persoon gezocht met het oog op de tenuitvoerlegging van een straf of van een veiligheidsmaatregel : in dat geval is de procureur des Konings, de procureur-generaal of de federale procureur de rechterlijke autoriteit die bevoegd is voor de uitvaardiging van het Europees aanhoudingsbevel.

Overeenkomstig artikel 139 van het Gerechtelijk Wetboek wordt het Europees bevel tot aanhouding gegrond op een beschikking tot lijfswang opgemaakt door de procureur des Konings.

Bijzondere gevallen : *Wat gebeurt er met het Europees aanhoudingsbevel uitgevaardigd ter fine van vervolging van een persoon ten aanzien van wie inmiddels een verstekvonnis is tussengekomen?*

In dat geval wijzigt de titel van vrijheidsbeneming. Een nieuw Europees aanhoudingsbevel moet worden uitgevaardigd op grond van het vonnis want het nationaal aanhoudingsbevel, grondslag van het oorspronkelijke Europees aanhoudingsbevel, heeft opgehouden te bestaan ingevolge de veroordeling bij verstek.

Wie mag het Europees aanhoudingsbevel uitvaardigen in geval van verwijzing met detentie door de raadkamer naar de correctionele rechtbank?

Aangezien de zaak aan de onderzoeksrechter wordt onttrokken, moet het openbaar ministerie in het kader van zijn algemene opdracht van tenuitvoerlegging van de rechterlijke beslissingen een Europees aanhoudingsbevel uitvaardigen, zelfs ingeval de persoon wordt gezocht met het oog op vervolging.

6.2. Overzending en/of signalering

6.2.1. Overzending via het Schengeninformatiesysteem

De signalering van de persoon via het Schengeninformatiesysteem geschiedt op grond van een Europees aanhoudingsbevel.

Ingeval de gezochte persoon in een lidstaat wordt aangehouden, moet het origineel van het Europees aanhoudingsbevel samen met een officiële vertaling binnen een tamelijk korte termijn, die schommelt naar gelang van de lidstaat, aan die staat worden overgezonden. Bij ontstentenis daarvan kan de betrokken persoon in vrijheid worden gesteld. De met het dossier belaste magistraat moet zorgen voor de vertaling.

Teneinde de termijnen te kennen die elke lidstaat eist met het oog op de ontvangst van het Europees aanhoudingsbevel en de vertaling ervan, moet u de overzichtstabel raadplegen die als bijlage 5 gaat. Die gegevens zullen worden bevestigd of nader omschreven vanaf de aanhouding van de persoon door toedoen van het SIRENE-bureau van de uitvoerende staat.

Opmerkingen :

Aangezien IJsland en Noorwegen geen lid zijn van de Europese Unie, passen zij het Europees aanhoudingsbevel niet toe. Wanneer een persoon op grond van een signalering in het Schengeninformatiesysteem op het grondgebied van een van beide landen wordt aangetroffen, zijn de bestaande regels inzake de uitlevering van toepassing. Omgekeerd wordt een signalering uitgevaardigd door een van beide landen als een verzoek tot voorlopige aanhouding in het kader van een uitleveringsprocedure behandeld (4).

Onder voorbehoud van bevestiging, treedt het Verenigd Koninkrijk eind 2005 toe tot het Schengen Informatie Systeem. Voor de toetreding van Ierland is nog geen datum gepland.

Gevolg dat wordt gegeven aan de vroegere signaleringen :

De vorige signaleringen blijven geldig na de inwerkingtreding van het Europees aanhoudingsbevel. Ingeval de persoon wordt aangehouden in een lidstaat van de Europese Unie, moet zo spoedig mogelijk een Europees aanhoudingsbevel worden opgemaakt.

Het lijkt niet gepast te voorzien in een procedure van stelselmatige omzetting. Elke onderzoeksrechter moet, eventueel in overleg met het bevoegde parket, de relevantie beoordelen van de omzetting van de vroegere internationale aanhoudingsbevelen in een Europees aanhoudingsbevel.

6.2.2. Andere wijzen van overzending

De verschillende kanalen vormen allemaal mogelijkheden om de overzending te versnellen. Hoofdzaak is dat naargelang de specifieke situatie eigen aan elk geval het Europees aanhoudingsbevel op de snelste en de eenvoudigste manier de uitvoerende autoriteit bereikt.

6.2.2.1. Beveiligd telecommunicatiesysteem van het Europees justitieel netwerk

Nog niet operationeel.

6.2.2.2. Diensten van Interpol

De diensten van Interpol worden evenwel slechts subsidiair vermeld. Voorrang wordt immers verleend aan het specifieke informatiesysteem van de lid-Staten van de Europese Unie.

De diensten van Interpol blijven evenwel belangrijk in een eerste fase wanneer het gaat om Europese aanhoudingsbevelen die aan de nieuwe lid-Staten moeten worden overgezonden. De 10 nieuwe lid-Staten zullen immers slechts deelnemen aan het SIS vanaf de invoering van SIS II, die voor 2007 is gepland.

De signalering van de persoon via de diensten van Interpol geschiedt op grond van een Europees aanhoudingsbevel.

6.2.2.3. Enig ander middel

Die nadere bepaling is opzettelijk weggelaten met het oog op de eventuele evolutie in de communicatietechnologieën. Er moet immers een bepaalde soepelheid worden gehanteerd bij de toepassing van het Europees aanhoudingsbevel.

6.3. Belangrijke opmerking betreffende de procedure van internationale signalering van een gezochte persoon

Zelfs ingeval uit de gegevens van het dossier blijkt dat de gezochte persoon zich buiten de Europese Unie bevindt (hoewel de exacte plaats waar hij zich bevindt onbekend is), is het voor de rechterlijke autoriteiten raadzaam een Europees aanhoudingsbevel op te maken. De dienst DSO van de federale politie voegt immers automatisch bij een Interpolsignalering een signalering overeenkomstig Schengen. Bij gebreke van een Europees aanhoudingsbevel kan de dienst DSO de procedure van de Schengensignalering niet opstarten.

Het betreft een praktische maatregel waardoor de mogelijkheid wordt geboden aanzienlijk veel tijd te winnen ingeval de gezochte persoon toch zou worden aangehouden in een land van de Europese Unie dat het Europees aanhoudingsbevel toepast.

6.4. Specialiteitsbeginsel

Een persoon die aan de Belgische autoriteiten werd overgeleverd op grond van het Europees aanhoudingsbevel is beschermd door het specialiteitsbeginsel overeenkomstig de artikelen 37 en 38 van de wet.

6.4.1. Verbod om een persoon te vervolgen, veroordelen of zijn vrijheid te benemen wegens een ander, voor de overlevering gepleegd strafbaar feit dan dat waarop de overlevering betrekking heeft (artikel 37)

Artikel 37, § 2, voorziet in 6 uitzonderingen waarop het specialiteitsbeginsel niet van toepassing is.

Ingeval, buiten die 6 gevallen, de Belgische rechterlijke autoriteit belast met het dossier de overgeleverde persoon toch wenst te vervolgen, te veroordelen of van zijn vrijheid te benemen wegens een ander, voor de overlevering gepleegd strafbaar feit dan dat waarop de overlevering betrekking heeft, moet aan de uitvoerende rechterlijke autoriteit een verzoek tot toestemming worden gericht overeenkomstig dezelfde vormvereisten als een Europees aanhoudingsbevel.

6.4.2. Latere overlevering of uitlevering (artikel 38)

Ingeval ten aanzien van de overgeleverde persoon later een Europees aanhoudingsbevel wordt uitgevaardigd door een andere lidstaat, richt de procureur des Konings een verzoek om toestemming aan de uitvoerende rechterlijke autoriteit die de oorspronkelijke overlevering aan de Belgische autoriteiten heeft toegekend. Dit verzoek om toestemming gaat vergezeld van het tweede Europees aanhoudingsbevel.

Ingeval ten aanzien van de overgeleverde persoon later een uitleveringsverzoek wordt ingediend, richt de Federale Overheidsdienst Justitie een verzoek om toestemming aan de bevoegde autoriteit van de lidstaat die de betrokken persoon heeft overgeleverd.

Gegeven te Brussel, op 8 augustus 2005.

Voor de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie :

De Minister van Defensie,
A. FLAHAUT

Nota's

(1) De lid-Staten van de Europese Unie op 1 januari 2004 zijn : Duitsland, Oostenrijk, Denemarken, Spanje, Finland, Frankrijk, Griekenland, Ierland, Italië, Luxemburg, Nederland, Portugal, het Verenigd Koninkrijk, en Zweden.

(2) Cyprus, Estland, Hongarije, Letland, Litouwen, Malta, Polen, Tsjechië, Slovenië, Slowakije.

(3) Een dergelijke overschrijding van de termijn van 60 dagen kan zich voordoen in het specifieke geval waarbij tegen de beslissing betreffende de tenuitvoerlegging van het Europees aanhoudingsbevel tweemaal beroep is ingesteld bij het Hof van Cassatie, met verwijzing.

(4) Er moet worden opgemerkt dat onderhandelingen aan de gang zijn tussen de Europese Unie en IJsland en Noorwegen teneinde de uitleveringsvoorwaarden te verbeteren.

7. Bijlagen

1. Lijst van de aanspreekpunten van het Europees Justitieel Netwerk – Niet gepubliceerd
2. Formulier
3. Schema 1 – Niet gepubliceerd
4. Schema 2 – Niet gepubliceerd
5. Overzichtstabel – Niet gepubliceerd
6. Informatie aan de FOD Justitie – Model 1
7. Informatie aan de FOD Justitie – Model 2

**BIJLAGE 2
FORMULIER**

EUROPEES AANHOUDINGSBEVEL

Dit bevel is uitgevaardigd door een bevoegde rechterlijke autoriteit. Ik verzoek om aanhouding en overlevering van de hieronder genoemde persoon aan de rechterlijke autoriteiten met het oog op strafvervolging of de tenuitvoerlegging van een vrijheidsbenemende straf of veiligheidsmaatregel.

| | |
|----|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| a) | Gegevens betreffende de identiteit van de gezochte persoon: |
| | Naam: |
| | Voorna(a)m(en):..... |
| | Meisjesnaam, in voorkomend geval: |
| | Bijnamen, in voorkomend geval:..... |
| | Geslacht: |
| | Nationaliteit: |
| | Geboortedatum: |
| | Geboorteplaats: |
| | Verblijfplaats en/of bekend adres: |
| | |
| | Indien bekend: ta(a)l(en) die de gezochte persoon begrijpt: |
| | |
| | Bijzondere kenmerken/beschrijving van de gezochte persoon: |
| | |
| | |
| | Foto en vingerafdrukken van de gezochte persoon, indien die beschikbaar zijn en mogen worden verzonden, of de gegevens van de persoon die moet worden gecontacteerd om die informatie of een DNA-profiel te verkrijgen (indien deze gegevens beschikbaar zijn en toegezonden mogen worden, maar niet zijn opgenomen) |

b) Beslissing die aan dit aanhoudingsbevel ten grondslag ligt

1. Aanhoudingsbevel of een gelijkwaardige rechterlijke beslissing:.....

 Soort:.....

2. Uitvoerbaar vonnis:.....

Referentie:

c) Gegevens betreffende de duur van de straf:

1. Maximumduur van de vrijheidsbenemende straf of veiligheidsmaatregel die voor het strafbare feit/de strafbare feiten kan worden opgelegd

2. Duur van de opgelegde vrijheidsbenemende straf of veiligheidsmaatregel:

Nog uit te zitten straf:

d) Vonnis gewezen bij verstek en:

- de betrokkene is persoonlijk gedagvaard of anderszins in kennis gesteld van de datum en de plaats van de terechtzitting die tot het verstekvonnis heeft geleid,

of

- de betrokkene is niet persoonlijk gedagvaard of anderszins in kennis gesteld van de datum en de plaats van de terechtzitting die tot het verstekvonnis heeft geleid, maar geniet de volgende juridische garanties na zijn overlevering aan de rechterlijke autoriteiten (dergelijke garanties kunnen vooraf worden gegeven):

Juridische garanties:

e) Strafbare feiten:

Dit bevel heeft betrekking op in totaal strafbare feiten.

Beschrijving van de omstandigheden waaronder het strafbare feit is gepleegd/de strafbare feiten zijn gepleegd, daaronder begrepen het tijdstip (de datum en het uur), de plaats en de mate van betrokkenheid van de gezochte persoon bij het strafbare feit/de strafbare feiten

.....

.....

.....

Aard en wettelijke kwalificatie van het strafbare feit/de strafbare feiten en toepasselijke wettelijke bepaling of wetboek:

.....

.....

.....

I. Geef in voorkomend geval aan of het gaat om één of meer van de volgende strafbare feiten waarop in de uitvaardigende lidstaat een vrijheidsbenemende straf of een veiligheidsmaatregel staat met een maximum van ten minste 3 jaar en zoals omschreven in het recht van de uitvaardigende lidstaat (vakje aankruisen):

- deelneming aan een criminele organisatie;
- terrorisme;
- mensenhandel;
- seksuele uitbuiting van kinderen en kinderpornografie;
- illegale handel in verdovende middelen en psychotrope stoffen;
- illegale handel in wapens, munitie en explosieven;
- corruptie;
- fraude, daaronder begrepen fraude die afbreuk doet aan de financiële belangen van de Europese Gemeenschappen in de zin van de Overeenkomst van 26 juli 1995 aangaande de bescherming van de financiële belangen van de Europese Gemeenschappen;
- witwassen van de opbrengst van misdrijven;
- valsemunterij en namaak van de euro;
- computercriminaliteit;
- milieucriminaliteit, daaronder begrepen illegale handel in bedreigde diersoorten en illegale handel in bedreigde planten- en boomsoorten;
- hulp bij het onrechtmatig binnenkomen van en verblijven op het grondgebied;
- opzettelijke doodslag of ernstige slagen en verwondingen;
- illegale handel in menselijke organen en weefsels;
- ontvoering, opsluiting en gijzelneming;
- racisme en vreemdelingenhaat;
- georganiseerde of gewapende diefstal;
- illegale handel in cultuurobjecten, daaronder begrepen antiquiteiten en kunstwerken;
- oplichting;
- racketeering en afpersing;
- namaak en ongeoorloofde productie van goederen;

- 0 vervalsing van administratieve documenten en handel in valse stukken;
- 0 vervalsing van betaalmiddelen;
- 0 illegale handel in hormonale stoffen en andere groeifactoren;
- 0 illegale handel in nucleaire en radioactieve stoffen;
- 0 handel in gestolen voertuigen;
- 0 verkrachting;
- 0 opzettelijke brandstichting ;
- 0 misdaden die onder de rechtsmacht van het Internationaal Strafhof ressorteren;
- 0 kaping van vliegtuigen of van schepen;
- 0 sabotage.

II. Volledige omschrijving van het strafbare feit of de strafbare feiten die niet onder de in punt I genoemde strafbare feiten vallen:

.....

.....

f) Andere voor de zaak relevante omstandigheden (facultatieve informatie):
 (NB: bijvoorbeeld opmerkingen over extra-territorialiteit, stuiting van de verjaring en andere gevolgen van het strafbare feit)

.....

.....

g) Dit bevel heeft tevens betrekking op de inbeslagneming en de overdracht van voorwerpen die als overtuigingsstuk kunnen dienen

Dit bevel heeft tevens betrekking op de inbeslagneming en de overdracht van voorwerpen die de gezochte persoon uit het strafbare feit heeft verkregen:

beschrijving en plaats van de voorwerpen (indien bekend):

.....

.....

h) Het strafbare feit/de strafbare feiten dat/die aan dit bevel ten grondslag ligt/liggen, is/zijn strafbaar gesteld met of heeft(hebben) geleid tot een vrijheidsbenemende straf of een veiligheidsmaatregel welke levenslange vrijheidsbeneming meebrengt:

- de rechtsorde van de uitvaardigende lidstaat voorziet in de herziening van de opgelegde straf - op verzoek of uiterlijk na 20 jaar - strekkende tot niet-uitvoering van die straf of maatregel;

en/of

- de rechtsorde van de uitvaardigende lidstaat voorziet in de toepassing van gratiemaatregelen waarvoor de betrokkene krachtens de wetgeving of handelwijze van de uitvaardigende lidstaat in aanmerking komt, en die strekken tot niet-uitvoering van die straf of maatregel.

i) Rechterlijke autoriteit die het bevel heeft uitgevaardigd:

Officiële naam:.....

.....

Naam van de vertegenwoordiger ervan⁵:.....

.....

Functie (titel/rang):

.....

Dossiernummer:

Adres:

.....

Tel.: (landnummer) (netnummer) (...)

Fax: (landnummer) (netnummer) (...)

E-mailadres:.....

Adresgegevens van de persoon die moet worden gecontacteerd om de nodige praktische afspraken te maken voor de overlevering van de persoon:.....

.....

Indien een centrale autoriteit is belast met de administratieve toezending en ontvangst van Europese aanhoudingsbevelen:

Naam van de centrale autoriteit:.....

.....

Contactpersoon, in voorkomend geval (titel/rang en naam):

.....

.....

Adres:

.....

⁵ In de verschillende taalversies wordt een verwijzing naar de dragers van de rechterlijke autoriteit opgenomen.

Tel.: (landnummer) (netnummer) (...)

Fax: (landnummer) (netnummer) (...)

E-mailadres:.....

Handtekening van de uitvaardigende rechterlijke autoriteit en/of de vertegenwoordiger
ervan:.....

.....

Naam:.....

Functie (titel/rang):

Datum:.....

Officiële stempel (indien beschikbaar)

BIJLAGE 6
Informatie aan de FOD Justitie – Model 1

, op

Onderwerp : Informatie in geval van uitvaardiging van een Europees aanhoudingsbevel

Overeenkomstig punt 1.6. van de ministeriële omzendbrief van 8 augustus 2005 inzake het Europees aanhoudingsbevel, heb ik de eer u in kennis te stellen van de volgende inlichtingen inzake de tenuitvoerleggingsprocedure van een Europees aanhoudingsbevel uitgevaardigd door de Belgische autoriteiten.

| | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Naam en voornaam van de betrokkene: | |
| Tenuitvoerleggingstaat : | |
| Datum van de verzending van het Europees aanhoudingsbevel aan de buitenlandse bevoegde autoriteit: | |
| Datum van de definitieve beslissing op de tenuitvoerlegging van het Europees aanhoudingsbevel (als beschikbaar): | |
| Inhoud van de beslissing: | <input type="checkbox"/> Uitvoering Eventuele voorwaarde: <input type="checkbox"/> Terugkeer naar de tenuitvoerleggingstaat om de straf te ondergaan <input type="checkbox"/> Niet-Uitvoering Weigeringsgrond : |
| Uitgestelde overlevering : | <input type="checkbox"/> Ja <input type="checkbox"/> Nee |
| Eventuele opmerkingen | |

Hoogachtend,

De Procureur des Konings

BIJLAGE 7
Informatie aan de FOD Justitie – Model 2

, op

Onderwerp : Informatie in geval van tenuitvoerlegging van een Europees
 aanhoudingsbevel

Overeenkomstig punt 1.6. van de ministeriële omzendbrief van 8 augustus 2005 inzake het Europees
 aanhoudingsbevel, heb ik de eer u in kennis te stellen van de volgende inlichtingen
 inzake de tenuitvoerleggingsprocedure van een Europees aanhoudingsbevel in België.

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Naam en voornaam van de betrokkene: | |
| Uitvaardigende staat : | |
| Datum van de aanhouding van de betrokkene in België : | |
| Datum van de definitieve beslissing op de tenuitvoerlegging van het Europees anhoudingsbevel: | |
| Inhoud van de beslissing: | <input type="checkbox"/> Uitvoering Eventuele voorwaarde: <input type="checkbox"/> Terugkeer naar België voor de tenuitvoerlegging van de straf <input type="checkbox"/> Niet-Uitvoering Weigeringsgrond : |
| Uitgestelde overlevering : | <input type="checkbox"/> Ja <input type="checkbox"/> Nee |
| Eventuele opmerkingen | |

Hoogachtend,

De Procureur des Konings